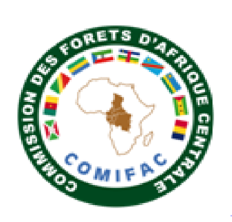








ATELIER DE RESTITUTION DES RESULTATS DE L'APPROCHE MODELISATION POUR INFORMER SUR L'ETABLISSEMENT DES STRATEGIES ET POLITIQUES REDD+ AU CAMEROUN

Yaoundé, 21 au 22 Mai 2015



RAPPORT GENERAL



Supported by:

Federal Ministry for the Environment, Nature Conservation, Building and Nuclear Safety

based on a decision of the German Bundestag

Table des matières

1. Contexte et justification

En collaboration avec les partenaires de la mise en œuvre du projet REDD-PAC notamment IIASA et UNEP WCMC, le Secrétariat Exécutif de la COMIFAC a organisé, avec l'appui de la Coordination Nationale REDD+, l'atelier de restitution de l'approche modélisation pour informer sur l'établissement des politiques et stratégies REDD+ en République du Cameroun les 21 et 22 mai 2015 à Yaoundé.

La REDD+ est considérée comme étant l'un des outils de promotion de la gestion orientée « durable des forêts ». Ce mécanisme se traduit dans le phasage de préparation des outils techniques entre autre par l'élaboration des scénarii de référence et le développement du système MNV. Les pays du bassin du Congo, réunis au sein de la COMIFAC ont marqué leurs intérêts à ce processus par le développement des actions conséquentes.

Le Cameroun, la République du Congo et la République Démocratique du Congo se retrouvent au rang des pays jugés les plus avancés dans le déploiement des efforts pour la mise sur pied de ce mécanisme. Cet argument a pesé pour leur sélection au rang de pays pilotes dans le cadre d'une convention signée entre la COMIFAC et IIASA pour la mise en œuvre du projet REDD-PAC dans la sous région.

Par ailleurs, la mise en œuvre du mécanisme REDD+ à l'échelle du bassin du Congo a suscité des inquiétudes quant à voir les taux de déforestation et de dégradation fortement progresser dans le cadre d'une vision annoncée accrue de développement qui se traduirait par : une forte croissance démographique, une stabilisation politique qui va faciliter une amélioration du réseau de transport et des infrastructures au niveau sous régional, mais aussi face à l'évolution des marchés internationaux, en particulier en raison de la demande en produits agricoles ainsi que celle de bio-carburant.

Conscients de cet enjeu, la COMIFAC a conduit une étude en 2009 en partenariat avec la Banque Mondiale sur « les tendances futures de déforestation et dégradation dans le bassin du Congo». Cette étude a permis entre autre de décliner le modèle GLOBIOM développé par l'Institut International pour l'Analyse des Systèmes Appliquées (IIASA) au niveau sous régional. Ladite étude, en raison des financements insuffisants a été confrontée à la faiblesse et à l'absence des données de bonne qualité et, n'a pas pu permettre de renforcer les capacités des cadres des pays pour faciliter le développement des modèles nationaux calqués sur le modèle GLOBIOM.

Dans l'optique de capitaliser les résultats de cette étude et poursuivre le développement du modèle au niveau national, l'initiative internationale pour le Climat du Gouvernement allemand a accepté de financer un projet de recherche complémentaire intitulé « Centre d'Evaluation des politiques REDD+ » en anglais « REDD+ Policy Assessment Center », REDD-PAC en sigle ; qui serait mis en œuvre par IIASA, La COMIFAC, L'INPE et UNEP-WCMC.

Ce projet d'une durée de quatre ans a été lancé au niveau international en mai 2012 à Sao Paolo (Brésil) et en octobre 2012 à Kinshasa dans la Bassin du Congo. Après son atelier de présentation et de préparation des scenarios de modélisation sur l'utilisation des terres dans le Bassin du Congo en octobre 2013 à Douala, l'atelier de revue à mi-parcours du projet en Avril 2014, il s'est avéré nécessaire de faire le point sur les résultats produits par le projet six (6) mois avant sa clôture, notamment en lien avec l'établissement des politiques et stratégies REDD+.

2. Objectifs et résultats attendus

2.1. Objectifs

La finalité de l'atelier était de présenter et de discuter l'approche méthodologique développée dans le cadre du projet pour soutenir les orientations politiques des initiatives REDD+ à l'échelle nationale, ainsi que leur impact potentiel sur l'accomplissement des objecifs d'Aichi de la Convention sur la Diversité Biologique.
Il s'agissait spécifiquement de :

- Faire le bilan des réalisations du projet depuis le début de sa mise en œuvre ;
- Présenter la méthodologie adoptée par le projet et sa pertinence pour la mise en œuvre des recommandations de la CCNUCC (contexte de la République du Cameroun) ;
- Débattre des résultats obtenus pour l'approche de modélisation en termes :
  - de types de données collectées ;
  - de soutien à l'établissement des niveaux de référence pour la déforestation et les émissions du secteur forestier ;
  - d'impacts des changements d'usage des sols, dans différents scénarios, sur l'accomplissement des objectifs de la CDB.
- Discuter des prochaines étapes notamment en ce qui concerne les scénarios et options politiques à représenter dans la modélisation finale.

2.2. Résultats attendus

Les résultats attendus à l'issue des travaux se déclinaient comme suit :

- une connaissance du bilan des réalisations du projet ;
- le partage de la méthodologie adoptée pour l'approche GLOBIOM de la République du Cameroun ;
- des amendements et une analyse des résultats obtenus pour l'approche méthodologique adoptée ;
- une participation active des experts régionaux et nationaux pour s'assurer de l'ancrage politique du projet dans le pays ;

- un enrichissement des prochaines étapes sur l'établissement des scénarios et options politiques du pays.

3. Méthodologie de Travail

Le déroulement des travaux a été ponctué par une alternance de séances en plénière et de travaux en groupes. La progression suivie pour cette séance s'est articulée comme suit :

- présentation des attentes de la Coordination Nationale REDD+, de l'approche de modélisation, de la méthodologie d'évaluation des impacts en plénière et du procédé de collecte des données suivi d'un débat général sur leur qualité et les inputs y afférents ;
- élaboration en commissions des cadres logiques des besoins futurs pour 5 secteurs liés à l'utilisation des terres et leur impact sur les forêts et sur les options politiques REDD+ à tester dans le modèle ;
- consolidation et adoption des propositions formulées en plénière.

4. Organisation et conduite des travaux

Les travaux de l'atelier ont été présidés par le Point Focal Changement Climatique de la CCNUCC de la République du Cameroun Professeur AMOUGOU Joseph.

La modération des travaux a été assurée par le Professeur Roger NGOUFO de l'Université de Yaoundé I au Cameroun.

5. Bilan des assises

Celui-ci est axé sur la participation, le déroulement des travaux et les résultats obtenus ainsi que l'analyse d'atteinte des objectifs fixés.

5.1. Participation

L'atelier a connu la participation d'environ 48 personnes regroupant les membres de la cellule de la Coordination Nationale REDD et les représentants des administrations sectorielles de la République du Cameroun, l'équipe du SE COMIFAC et du projet REDD-PAC, et les partenaires au développement.

Une liste exhaustive des participants est jointe en annexe (Annexe 5).

5.2. Déroulement des travaux et résultats

Cinq (05) points sont abordés dans cette rubrique : l'ouverture officielle des travaux ; les activités préliminaires au démarrage des travaux ; le résumé des communications et des débats ; la discussion sur les prochaines étapes en fonction des résultats des travaux ; la séance de clôture des travaux.

5.2.1. Ouverture officielle

Trois (03) allocutions ont marqué la séance d'ouverture des travaux respectivement celles de la représentante de IIASA Dr Aline MOSNIER, de Monsieur Martin TADOUM Secrétaire Exécutif Adjoint de la COMIFAC (Annexe 1) et du Professeur AMOUGOU Joseph Point Focal CNUCC de la République du Cameroun. On retient de ces interventions, le rappel de l'importance et de l'enjeu de cette rencontre en lien avec un bref historique de la problématique du processus REDD+. Les orateurs ont souligné les espoirs légitimes que le pays fonde sur cette assise pour les appuyer dans la recherche d'une meilleure estimation du niveau de référence et dans le transfert des capacités de modélisation aux experts nationaux en charge de la question.

Dans son mot d'ouverture de l'atelier, le Professeur AMOUGOU Joseph, représentant le Ministre de l'environnement, de la protection de la nature et du développement durable a circonscrit son intervention en recommandant à l'équipe de REDD-PAC que les résultats préliminaires qui seront présentés, puissent donner une vision claire de la manière dont les forêts du Cameroun doivent être gérées durablement. Il a souhaité que le modèle en cours de développement dans son fonctionnement puisse montrer comment il prend en compte toutes les politiques sectorielles d'utilisation des terres au Cameroun.

5.2.2. Activités préliminaires au démarrage des travaux

Il s'agissait d'une étape introductive consacrée à la présentation des participants, au rappel des objectifs de l'atelier et à l'adoption de l'agenda, afin de :

- faciliter le rapprochement entre les participants provenant des administrations et institutions différentes ;
- s'assurer de la mise à niveau des participants par rapport à la bonne compréhension de l'objet de la rencontre;
- s'accorder sur la méthodologie de travail;
- convenir de l'agenda des travaux.

Dans ce cadre, le modérateur a animé une séance d'auto-présentation des participants au cours de laquelle, il a été demandé à tour de rôle à chacun de décliner son identité, son institution et ses attentes.

Le modérateur a ensuite exposé sur les objectifs de l'atelier tels qu'ils sont formulés dans les termes de référence de l'atelier (Annexe n° 2), sur la méthodologie de travail préconisée et l'agenda provisoire préparé par l'équipe d'organisation.

Le consensus établi à la suite de cette intervention, sur le séquençage et le planning des principales phases retenues en vue de l'atteinte des objectifs des travaux, prévoyait l'architecture suivante :

- Une séquence d'environs 04h pour les présentations et les discussions en plénière;

- Une période d’environs 05h30mn pour les travaux en commissions;
- Une séance d’environs 02h pour la restitution et la discussion des rapports des commissions en plénière.

L’agenda adopté qui figure en annexe (annexe n° 3), précise tous les détails sur la programmation des travaux.

5.2.3. Résumé des communications et débats

Les présentations ont porté sur les thèmes suivants :

- Les dossiers prioritaires de la CN-REDD, derniers développements et attentes de la République du Cameroun vis-à-vis du projet REDD-PAC ;
- Le projet REDD-PAC et son rapport avec les engagements des pays à la CCNUCC ;
    - Stratégie et plans d’actions
    - Sauvegardes et bénéfices multiples
- Méthodologie et résultats du modèle GLOBIOM pour la République du Cameroun
    - Adaptation du modèle CongoBiom pour la République du Cameroun
    - Evolution de la déforestation
    - Calcul des émissions liées au changement d’utilisation des terres
    - Impact de la déforestation et de la dégradation forestière future sur la biodiversité
    - La base de données
    - Les mesures des politiques
    - Les mesures d’impact sur la biodiversité
- Scénarios et options politiques REDD+ pour la modélisation inspirés principalement du Plan de convergence de la COMIFAC et du Document Stratégique pour la Croissance et l’Emploi de la République du Cameroun à l’horizon 2035

5.2.3.1. Communication et débats sur les dossiers prioritaires de la CN-REDD

Faite par Dr SIWE René du Secrétariat Technique de la Coordination nationale REDD+ de la République du Cameroun, l’exposé a porté dans son ensemble sur un bref récapitulatif de la genèse du mécanisme REDD+ au Cameroun, en passant par l’établissement de la vision globale et des objectifs spécifiques par composantes du processus. L’exposant a tenu à souligner l’importance des résultats attendus et des indicateurs de ces derniers en lien avec les attentes vis-à-vis du projet REDD-PAC.

On peut retenir de cette présentation que pour le cas de la République du Cameroun, l’établissement du bilan Carbone nécessite le recours à 5 principales étapes qui devront aboutir à l’établissement d’un bilan carbone du niveau infranational au niveau national. Des études sont en cours pour analyser,

approfondir, conceptualiser et élaborer le cadre idéal à la mise en œuvre du schéma national relatif à l'établissement du niveau de référence.

Pour ce qui est des attentes, l'exposant a signifié l'importance de tous les dossiers pour l'atteinte des résultats escomptés en lien avec l'établissement des scénarios de référence. Pour se faire, l'orateur a spécifié que les attentes en quatre principaux points notamment :

- la méthodologie pour l'élaboration des scenarios de référence ;
- le concept pour une approche intégrée des scenarios sous -nationales dans une échelle nationale;
- les informations sur les données manquantes utiles pour l'établissement de scenarios de référence au niveau national et sous national
- le transfert de technologies aux techniciens nationaux

Les discussions sur l'exposé ont porté principalement sur l'étude des changements d'affectation de terres menées par GAF.

5.2.3.2. Communication et débats sur le projet REDD-PAC, le cadre de Varsovie et les impacts sur la biodiversité, la méthodologie et les résultats de GLOBIOM pour la République du Cameroun

Présentation faite par Aline MOSNIER, Johannes PIRKER et Adéline MAKOUDJOU, l'exposé a porté sur les parties suivantes : (i) la pertinence pour la préparation au cadre de Varsovie, (ii) le rappel contextuel de la mise en œuvre du projet et les résultats, (iii) la méthodologie adoptée, (iv) l'évaluation des impacts sur la biodiversité ; et les (v) options politiques et scénarios et le lien avec les objectifs d'Aichi.

A. <u>Pertinence de la préparation au Cadre de Varsovie</u>

Fait par Johannes PIRKER, cet exposé avait pour objectif de présenter de quelle manière le projet pouvait aider le pays à compléter sa préparation sur les éléments suivants : (i) la stratégie nationale et le plan d'action ; (ii) le SNSF (Système Nationale de Surveillance Forestière) ; (iii) le Niveau de référence et (iv) le Système d'informations sur les sauvegardes.

Pour le 1er point au travers de l'identification des zones futures de déforestation probables en fonction des moteurs, le projet peut aider à mieux planifier les actions REDD+ dans la durée. Il en est de même pour les émissions liées au changement d'usage des sols. Pour ce dernier, le projet va au-delà des simples projections basées sur les seules tendances historiques en permettant d'introduire un changement de contexte. Enfin, les résultats du projet sur la composante biodiversité peuvent permettre d'apporter des informations utiles sur la prise en compte des garanties liées aux accords internationaux et à la conservation des forêts naturelles.

Par ailleurs, le projet REDD-PAC peut aider le pays à compléter sa préparation aux différents éléments de la REDD+ que sont : (i) la Stratégie Nationale et Plan d'Action, (ii) le Niveau de référence, (iii) le Système d'information sur les sauvegardes, (iv) le Système National de Surveillance Forestière (à noter que les liens avec le SNSF sont plutôt dans le sens d'une contribution des données de celui-ci à l'ajustement du modèle sur la période 2000-2010). La préparation à ces quatre éléments est une condition de l'obtention de paiements basés sur les résultats depuis les décisions de Varsovie de la CCNUCC.

B. Les résultats du projet pour la République du Cameroun

Après un bref rappel sur le contexte historique de la mise en place du modèle GLOBIOM et à qui servait celui-ci, l'oratrice en la personne du Dr Aline MOSNIER a tenu à présenter les objectifs du projet REDD-PAC et l'aperçu du modèle CongoBIOM spécifique au Cameroun. Le modèle CongoBIOM est un modèle économique ou les besoins futurs des populations se traduisent par des changements d'utilisation des terres pouvant entrainer la déforestation.

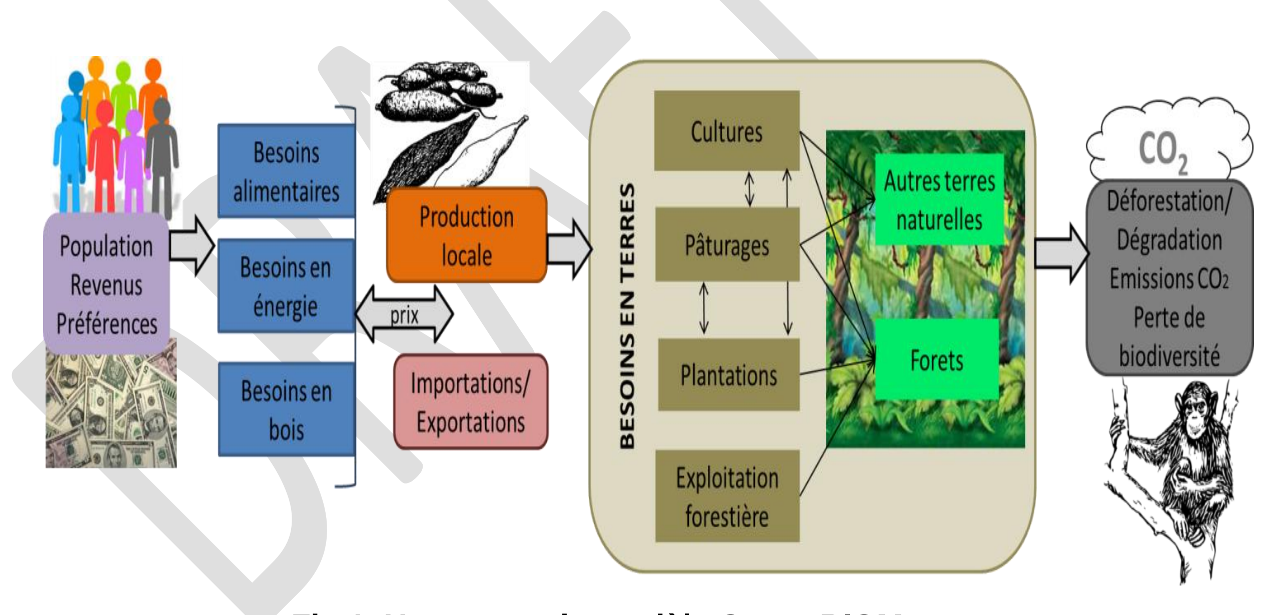


Fig.1. Un aperçu du modèle CongoBIOM

Les résultats du modèle qui ont été présentés sont : l'évolution de la déforestation future au Cameroun; la localisation de la déforestation ; l'utilisation des terres déforestées ; l'évolution des terres cultivées ; l'évolution de l'élevage ; la destination de la production agricole ; la dégradation forestière future au Cameroun ; la quantification des émissions et la quantification des impacts sur la biodiversité. Il ressort de ces résultats que :

- La déforestation simulée augmente faiblement jusqu'en 2030 avec 1.15 Mha sur la période 2000-2010 et 1.3 Mha sur la période 2020-2030. Les estimations de la déforestation passée entre 2000 et 2010 varient beaucoup selon les sources : d'après la FAO, le modèle sous-estime la déforestation de 1Mha sur la même période mais d'après Hansen le modèle surestime la déforestation de 0.6 Mha. Des analyses complémentaires seraient nécessaires pour réduire l'incertitude sur la déforestation passée. De plus, on se serait attendu à une augmentation plus forte de la déforestation dans les prochaines décennies.
- L'expansion des terres agricoles représente entre 54% et 60% de la déforestation simulée, le reste est causé par l'expansion des pâturages ; Une part de plus en plus grande de l'expansion des terres agricoles et des pâturages se fait au détriment des autres terres naturelles. Il semble que le modèle prévoit une forte augmentation de l'élevage dans l'Est du Cameroun, participant à l'augmentation de la déforestation dans la région. Ce résultat ne semble pourtant pas très réaliste. Il faut vérifier quelles sont les conditions dans le modèle qui conduisent à cette augmentation de l'élevage dans cette partie-là du Cameroun et éventuellement apporter des corrections si des problèmes sont constatés.
- Les surfaces d'arachide et de manioc augmentent fortement ; la production de coton s'arrête quasiment en 2020 ce qui est un peu étrange. Les surfaces en palmier à huile augmentent assez faiblement. Les surfaces de jachères agricoles sont prises en compte dans les terres agricoles et augmentent ainsi la demande totale en terres au détriment de la forêt. Une erreur a été détectée dans le modèle juste avant la présentation en relation avec les jachères ce qui peut fausser les résultats en termes de déforestation future. Une version mise à jour des résultats après correction de cette erreur devrait être faite.
- Les émissions liées à la déforestation sont calculées sur la base des surfaces déforestées multipliées par le carbone contenu dans toute la biomasse au-dessus du sol tandis que les émissions liées à la dégradation sont calculées sur la base des surfaces dégradées multipliées par le carbone contenu dans la biomasse au-dessus du sol qui est prélevée. 4 cartes de biomasse sont utilisées : Baccini et al., Saatchi et al., Kindermann et al. sur la base des données de la FAO-FRA 2010, et Mermoz et al. qui est une carte spécifique au Cameroun. A part les émissions calculées avec les données FAO qui sont bien en-dessous des autres, les émissions nationales calculées avec les 3 autres cartes de biomasse varient dans un intervalle d'environ 5MtCO2 par an.

<u>Discussion autour des deux premières communications</u>

Des échanges riches et nourris ont suivi les présentations des intervenants et les principaux points d'attention ont porté sur certains constats liés aux résultats, sur la qualité des données et les éventuelles améliorations en rapport avec les facteurs d'émissions et le calcul de la quantification des émissions.

Les débats ont porté sur :

- ➔ la sous-estimation des émissions dans la méthodologie du calcul par l'omission de l'utilisation des engrais quand la terre est changée les terres forestières sont converties en superficie agricole ;
- ➔ la prise en compte du cacao dans les cultures importantes du Cameroun (le Cameroun compte produire 600 000 tonnes de cacao) ou l'on ne pense pas forcément à une déforestation mais à une augmentation de la productivité ;
- ➔ le fait que certaines cultures ne sont pas importantes pour la déforestation comme l'arachide qui se cultive généralement dans les jachères ;
- ➔ l'impact de l'activité minière
- ➔ les limites des résultats dans la prise en compte des spécificités des zones agro écologiques du Cameroun
- ➔ les impacts liés aux travaux des infrastructures ;
- ➔ la prise en compte des grands bassins de production des cultures à l'instar de la zone septentrionale du pays.

C. Les impacts sur la biodiversité

Le PNUE-WCMC utilise les données de changement d'usage des sols pour évaluer les impacts (positifs et négatifs) de la mise en œuvre des options politiques REDD+ sur la biodiversité et donc, sur l'accomplissement des objectifs de la CDB en termes d'écosystèmes, de services écosystémiques et d'espèces. Comprendre l'impact potentiel d'une certaine action REDD+ à différents endroits peut aider à la planification et à la conception des interventions REDD+ de manière à améliorer les bénéfices additionnels et atténuer les risques potentiels. Par exemple, la modélisation ci-dessous montre les zones où la déforestation est prévue de se produire par rapport aux endroits où *Prunus Africana*, un PFNL utilisé en médecine traditionnelle, peut pousser. Si une action REDD+ est mise en œuvre dans ces zones de déforestation, elle peut aider à la survie de l'espèce (par exemple, coupe sélective, gestion durable) et ainsi offrir des bénéfices additionnels. Cependant, selon l'action entreprise, si elle réduit l'accès des communautés locales à ce produit (par exemple, en cas de conservation stricte), elle pourrait comporter des risques, sociaux en l'occurrence.

Une telle analyse permet aux pays d'appréhender certains éléments du Cadre de Varsovie adopté lors de la COP 19 de la CCNUCC, pré-requis pour l'obtention de paiements basés sur les résultats et donc, le fonctionnement du mécanisme REDD+ à proprement parler.

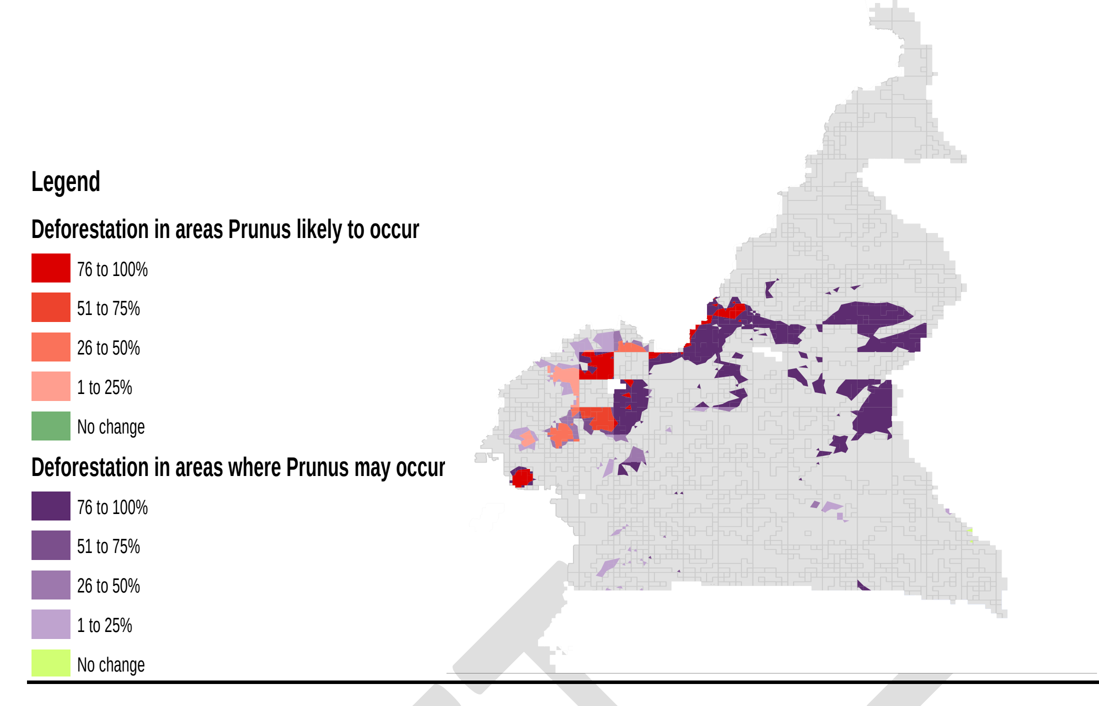


Fig.2. Un aperçu des impacts de la déforestation sur l'aire de répartition du Prunus

Les débats ont porté sur :

- ➔ la difficulté à estimer le potentiel des aires protégées à assurer leur vocation première qui est la protection des espèces ;
- ➔ comment superposer le modèle à ce qui est prévu dans la stratégie nationale sur la biodiversité.

D. La méthodologie GLOBIOM

La 1ère étape de conception méthodologique consiste en la mise sur pied d'une base de données (qui sera mise à disposition des participants qui le souhaitent et de la CNREDD sous forme de cartes ou de tableaux dans une interface de visualisation, le GUI).

Plusieurs cartes de végétation ont été produites pour le bassin du Congo. La distribution des différents types de couverture végétale et plus particulièrement la distribution des terres cultivées dans le pays varie fortement d'une carte à l'autre. L'approche utilisée pour le choix de la carte de végétation de base utilisée dans CongoBiom, une approche hybride a été préférée ; ce qui consiste à réaliser un « patchwork » de cartes existantes.

Pour le cas spécifique du Cameroun, la carte de l'Université Catholique de Louvain a été préférée à l'Ouest où MODIS a été préférée.

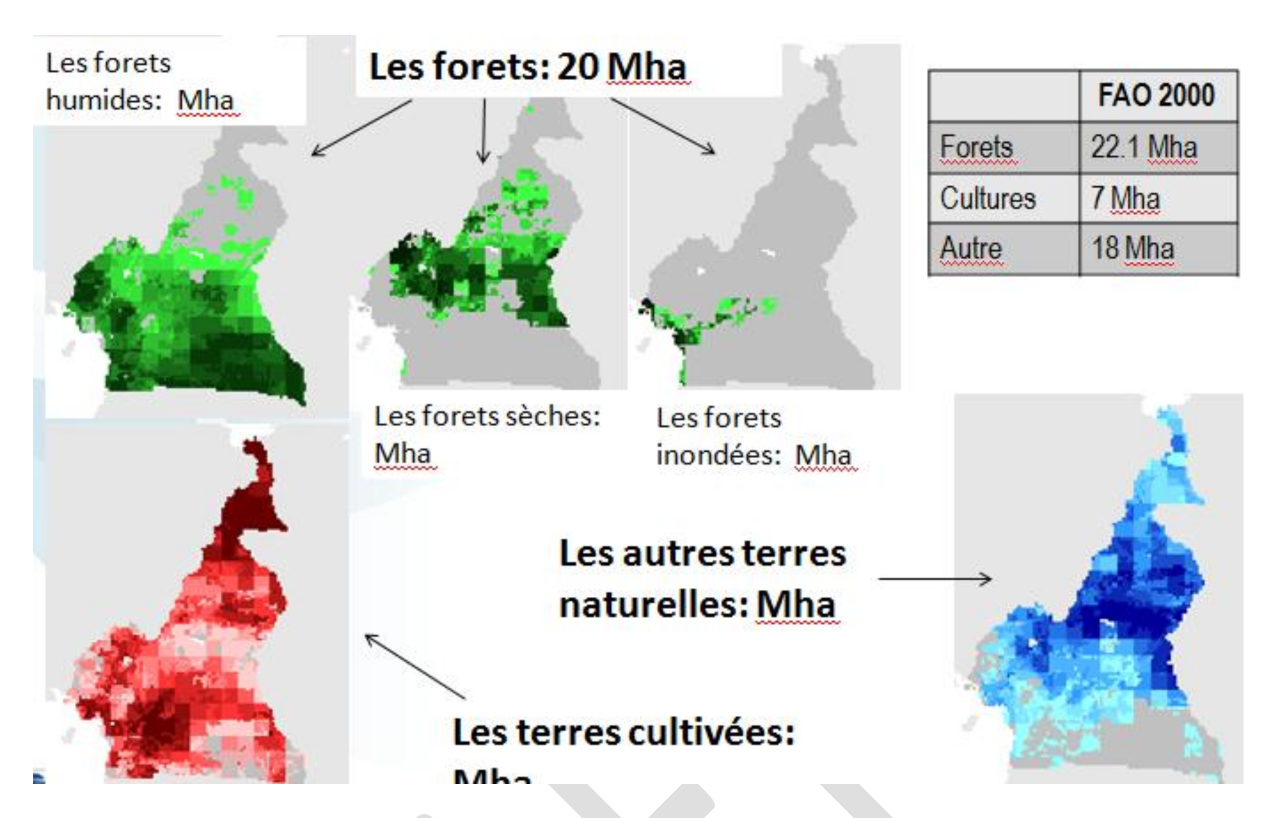


Fig.3. Répartition des types de végétation dans la carte hybride réalisée pour le projet REDD-PAC

La suite de la présentation a porté sur le processus de collecte des données avec un accent sur le type de données à collecter, les données manquantes, les données collectées et les difficultés rencontrées :

- pour la production agricole, les données collectées regroupent la production et les surfaces cultivées de 18 principales cultures de 2000 a 2010 (Source: MINADER). Les données partiellement intégrées sont les suivantes :
  - ✓ Exportation de produits agricoles (Source: MINADER)
  - ✓ Importations de produits alimentaires (Source: FAO et MINADER)
  - ✓ Données d'agro-industrie (Huile de palme, banana, hévea, caoutchouc, ananas, canne à sucre): productions et superficies

  Il faut également noter qu'il existe des données à collecter notamment sur :
  - ✓ Production et importation d'engrais chimiques (Source: MINADER)
  - ✓ Consommation d'engrais chimiques (Source: MINADER)
  - ✓ Prix de vente des principales cultures par région de 2000 a 2010 (source: INS)
- pour les données de l'élevage, il n'existe pas de statistiques disponibles au niveau sous-national avant 2010 ➔ dans le modèle on utilise les données FAO-ILRI pour l'allocation spatiale des animaux d'élevage en 2000 ; et des différences importantes sont relevées au niveau régional entre les 2 sources de données ➔ peut être du à la différence d'année ou à des erreurs d'allocation de FAO-ILRI ou erreurs dans les statistiques

- Pour les données du secteur forestier, on retrouve des données sur l'exploitation forestière dans les concessions (Production de grumes par région de 2000 a 2010 ; Volumes de bois transformé de 2004 a 2010 au niveau national Source: MINFOF) ; le sciage artisanal ; et la collecte du bois de chauffe.
- Pour les données de consommation, la population et les habitudes alimentaires, elles ont été collectées par région.

En parallèle, une étude sur l'essor potentiel du développement du palmier à huile dans la sous-région a été réalisée par IIASA.

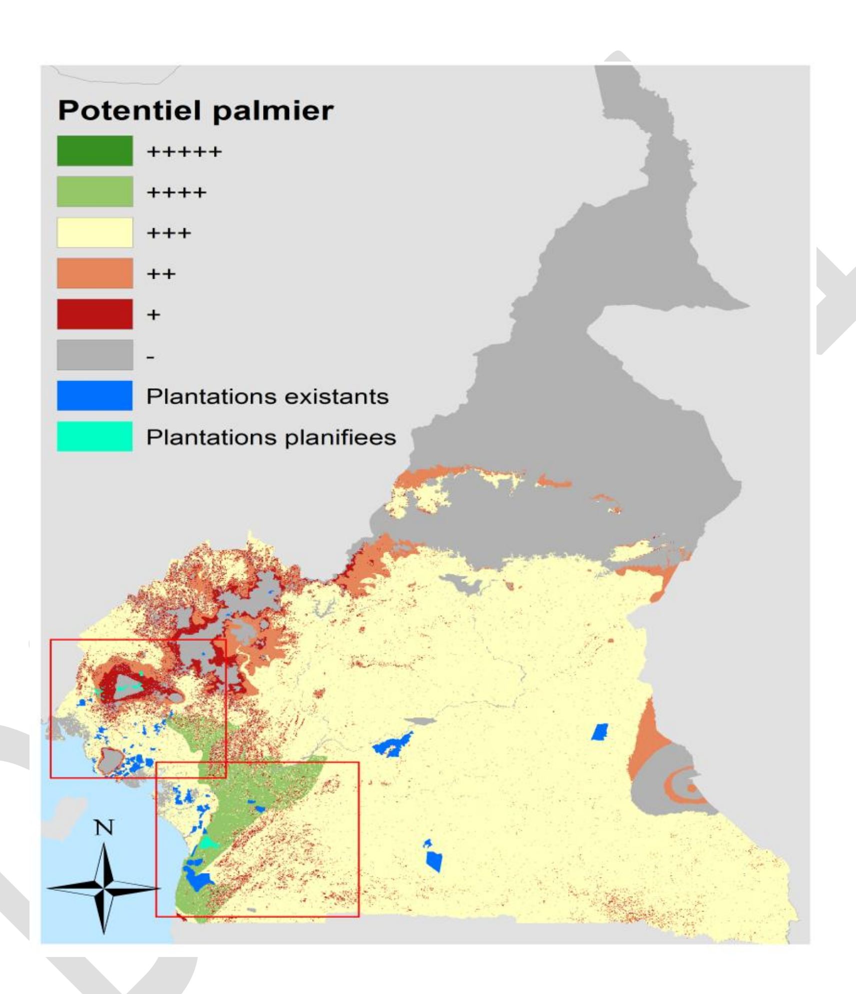


Fig.4. Potentiel biophysique du palmier à huile

<u>Discussion autour des communications</u>

Les débats ont porté sur :

➔ les cartes présentées dans le modèle. Il s'avère que l'institut National de Cartographie du Cameroun ne dispose pas de cartes représentant fidèlement le potentiel des zones agro écologiques du Cameroun ;

➔ la mise à disponibilité des données sur l'élevage qui peuvent être collectées auprès du MINEPIA par l'intermédiaire de son représentant ;

- ➔ Les données du secteur minier ne peuvent être communiquées pour le moment en raison du fait que le cadastre minier et la carte minière sont encore en cours de développement ;
- ➔ Les raisons sur l'absence des données d'huile de palme de la région de l'Est ;
- ➔ Les données sur les activités dans les mangroves.

E. Communication sur les politiques et scénarios

Cette communication a fait mention du rappel des concepts des scénarios et options politiques dans le processus de modélisation pour la République du Cameroun. Un exposé a été présenté sur les étapes pour l'analyse des scénarios, les documents de référence utilisés pour identifier les options politiques probables REDD+, notamment le Plan de convergence, le R-PP et le document stratégique de croissance et de l'emploi du Cameroun.

5.2.3.3. Travaux de groupe et restitutions

Sur la base des objectifs de l'atelier et des préoccupations enregistrées lors du débat général en plénière, deux séries de travaux de groupes ont été menées afin de produire des inputs pouvant permettre d'améliorer les résultats finaux du modèle et d'améliorer la compréhension des hypothèses du modèle.

La 1ère série de travaux consistait à définir un cadre logique définissant comment les différents besoins des secteurs liés à l'utilisation des terres pouvaient avoir un impact sur les forêts de la République du Cameroun. Les secteurs du bois de chauffe, du bois d'œuvre, de l'agriculture, de l'élevage et des mines ont été étudiés.

La 2ème série, conséquence logique des présentations et de la 1ère série des travaux se devait de définir les différents scénarios à tester dans le cadre de la mise en place des politiques REDD+, c'est-à-dire les politiques pouvant réduire les impacts des différents besoins sur la forêt.

A. Restitution et discussion des rapports en commission sur le cadre logique

Au terme des travaux en groupes, chacun des quatre (05) groupes de travail a présenté en plénière les résultats de ses délibérations. Les groupes constitués ont travaillé sur : le bois d'œuvre ; le bois de chauffe ; les mines ; l'agriculture ; l'élevage

Restitution du Groupe sur le bois d'œuvre

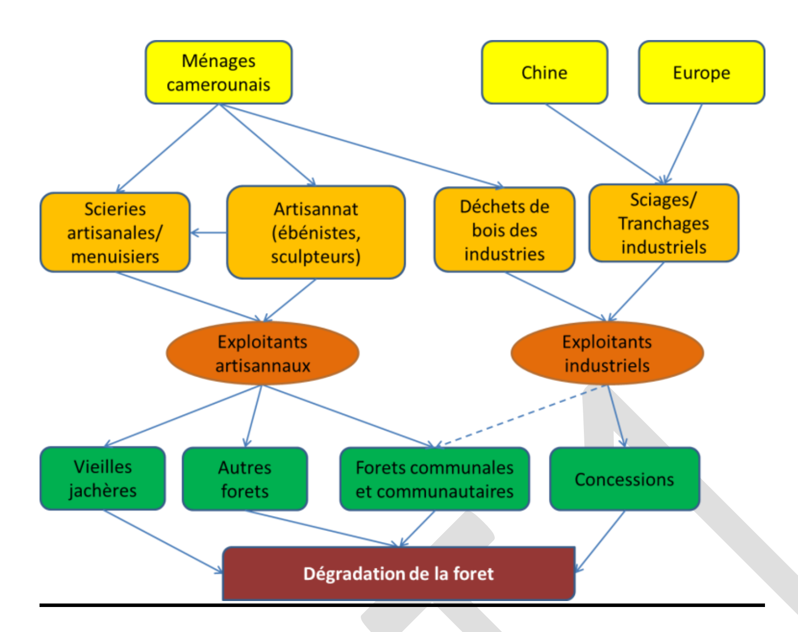


Fig.5 Les impacts des besoins en bois d'œuvre sur la dégradation forestière et la déforestation – Schéma réalisé lors des travaux de groupe

Description du schéma logique : Les participants en ont identifié quatre grands groupes d'utilisateurs de bois d'œuvre: les ménages, les artisans, les industries et les exploitants artisanaux. En fait, nous considérons ici que les ménages sont réellement les utilisateurs finaux du bois d'œuvre et plus particulièrement des produits transformés du bois qui sont fabriqués par les artisans. Ceux-ci s'approvisionnent auprès de petits exploitants qui récoltent les grumes sur de vieilles jachères, des forêts communales ou communautaires ou d'autres forêts non gérées. Il y a également une demande extérieure, principalement de la Chine et de l'Europe pour les sciages et les tranchages qui proviennent des exploitants industriels qui sont établis sur des concessions forestières légales. Il y a donc deux secteurs de production qui approvisionnent des marchés bien différents : l'exploitation artisanale pour le marché intérieur et l'exploitation industrielle pour l'export. Les forêts communautaires et communales ont été établies avec l'objectif d'approvisionner le marché local mais à l'heure actuelle, il y a souvent un partenariat avec les industriels qui exportent. Ces différentes exploitations du bois d'œuvre concourent beaucoup plus à la dégradation de la forêt plutôt que la déforestation.

Représentation dans le modèle : Le modèle prend à la fois en compte les besoins de la population locale et de la population mondiale en fonction de l'évolution de la population et du PIB. L'exploitation industrielle est celle qui a lieu dans les concessions forestières, et est caractérisée par des taux de prélèvement faibles qui sont supposés durables : on peut récolter la même quantité de bois par concession chaque année grâce à des rotations suffisamment longues. L'exploitation artisanale a des taux de prélèvement beaucoup plus élevés et n'est pas durable : la forêt ne

peut être utilisée que pour une seule période (10 ans). De plus, les deux régimes diffèrent en termes d'approvisionnement de la demande : seulement les concessions industrielles peuvent exporter à l'international. Le modèle dans sa configuration actuelle ne permet que la dégradation – pas la déforestation – liée aux activités de l'exploitation en bois d'œuvre. Les forêts localisées dans des aires protégées ainsi que les forêts inondées sont classées non disponibles pour l'exploitation forestière.

Restitution du Groupe bois de chauffe

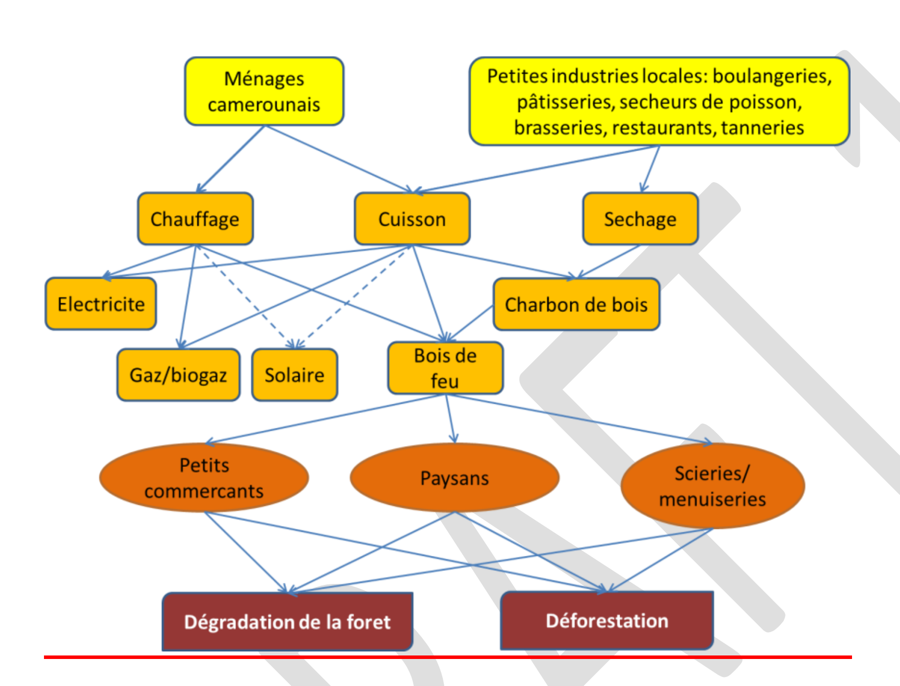


Fig.6 Les impacts des besoins en énergie sur la dégradation forestière et la déforestation –Schéma réalisé lors des travaux de groupe

Description du schéma logique : Il a été identifié de la part des participants deux grands groupes de consommateurs de bois de chauffe au Cameroun à savoir les ménages et les petites industries, principalement pour les besoins de cuisson, chauffage et séchage. Bien souvent, en ville c'est le charbon de bois qui est utilisé plus que le bois de feu. Il existe d'autres alternatives au bois de chauffe et dans les villes du Cameroun, une part croissante des ménages utilise le gaz et l'électricité. On compte parmi les producteurs, les petits commerçants, les paysans et les scieries. La consommation de bois de chauffe agit à la fois sur la déforestation et la dégradation de la forêt car les coupes qui en découlent ne sont généralement pas organisées de façon à favoriser le renouvellement des ressources. La collecte du bois de chauffe est particulièrement préoccupante dans les écosystèmes fragiles tels que les mangroves du Littoral et le Nord aride et en proximité de Yaoundé. Sinon en milieu forestier, on commence par la collecte de bois mort et il y a également le bois qui est déjà coupé dans le processus de défrichage des parcelles.

Représentation dans le modèle : Les besoins en énergie sont estimés en-dehors du modèle CONGOBIOM– par exemple par des instituts spécialisés – mais le modèle décide de la localisation des prélèvements en bois énergie ou du développement des cultures pour les biocarburants. Les prélèvements en bois énergie peuvent être associés à l'agriculture de subsistance ou être effectués de manière informelle dans les forêts non-gérées. De plus, la quantité de prélèvements en bois nécessaires dépend des coefficients techniques de transformation du bois en énergie qui reflètent dans le modèle, la part des besoins urbains qui sont principalement satisfaits par le charbon et la part des besoins ruraux qui sont principalement satisfaits par le bois de chauffe. Afin de simuler l'influence d'une plus grande utilisation de l'électricité des hypothèses seront faites sur le taux de remplacement du bois énergie. Il pourrait également y avoir une plus grande valorisation des déchets de l'exploitation forestière en charbon.

Restitution du groupe agriculture

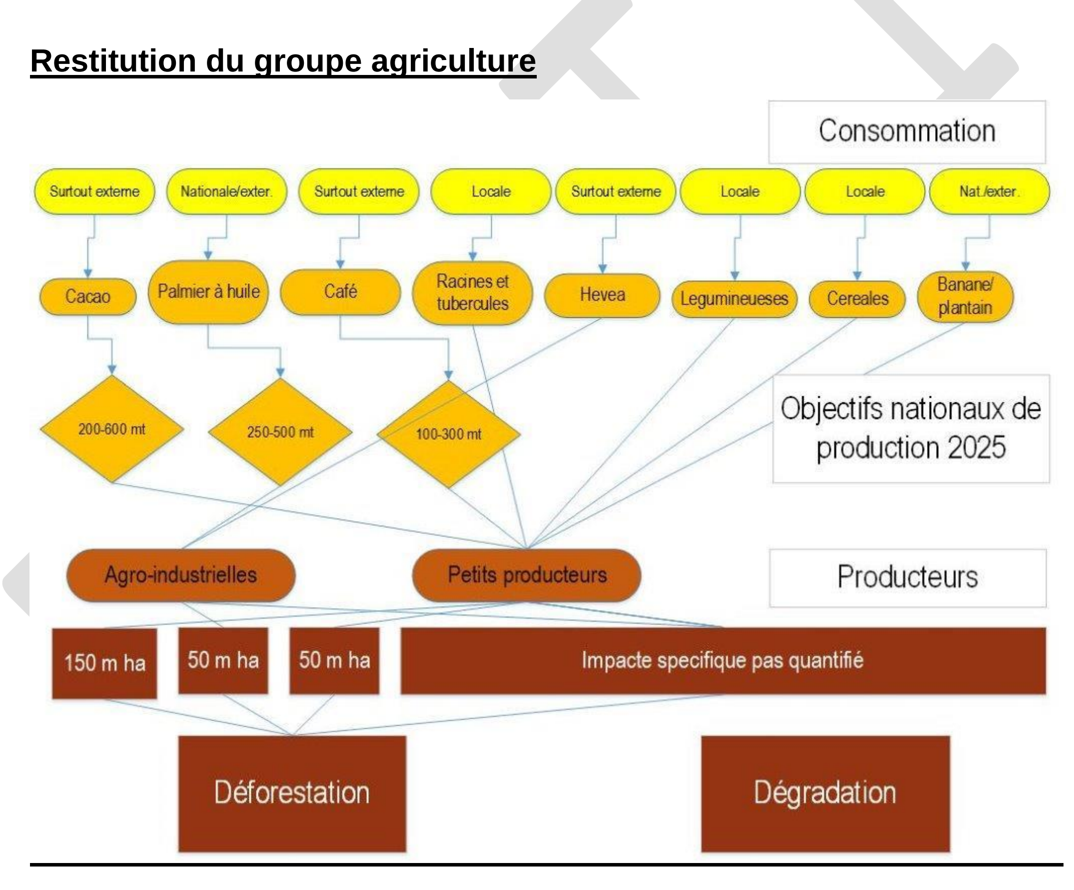


Fig.7 Les impacts de l'agriculture sur la dégradation forestière et la déforestation –Schéma réalisé lors des travaux de groupe

Description du schéma logique «Agriculture» : Les participants ont regroupé les différentes cultures en grands groupes : les cultures de rente au rang desquels le cacao, le café, l'hévéa et le palmier à huile ; les racines et tubercules dans lesquelles on trouve le manioc et le macabo; les légumineuses (arachides, haricot, etc.) ; et la banane. A l'exception du palmier à huile, les cultures de rente sont destinées au

marché extérieur. La plupart de la production agricole est assurée par des petits producteurs, avec quelques plantations agro-industrielles de palmiers à huile et d'hévéa. Des cibles ou objectifs de production à l'horizon 2025 ont été fixés sur le plan national par le ministère de l'agriculture. Ces objectifs de production concernent le cacao (600 000 tonnes), le café (300 000 tonnes) et le palmier à huile (500 000 tonnes). Pour ces trois cultures, les participants estiment une déforestation probable de 250 000 ha. Les autres cultures sont majoritairement destinées au marché local et leur expansion pourrait aussi résulter en une déforestation.

Représentation dans le modèle : Dans le modèle CONGOBIOM, l'évolution des besoins en terres agricoles est le principal moteur de changements d'utilisation des terres. Les terres agricoles comprennent les terres cultivées et les pâturages pour l'élevage. Les besoins sont déterminés par l'évolution de la population mais aussi l'évolution des revenus : plus on est riche et plus on a tendance à augmenter sa consommation alimentaire totale et plus particulièrement sa consommation de viande. Dans CONGOBIOM, on distingue également les besoins de la population urbaine (définition : villes >300 000 habitants), qui peuvent être satisfaites soit par la production locale soit par des importations alimentaires et la population rurale qui doit produire une part importante de sa consommation alimentaire. La fertilité des sols rentre en compte dans le modèle en tant que productivité en tonnes par hectare par culture telle qu'estimée par le modèle EPIC (www.iiasa..ac.at/EPIC). Cette productivité varie selon les conditions climatiques, la topographie et les types de sol. Le développement des infrastructures réduit les coûts de transports du lieu de la production vers les centres de consommation, ce qui incite à la fois les consommateurs à augmenter leur consommation (baisse des prix) et les producteurs à augmenter leur production. Les objectifs de production seront modélisés en introduisant des contraintes de production au niveau Cameroun en excluant ou non au préalable certaines zones.

Restitution du groupe élevage

Description du schéma logique « Elevage » : Les participants ont relevé que c'est la croissance de la population qui induit une augmentation de la demande en viande et en produits laitiers, ce qui est à l'origine de l'expansion du commerce du bétail et de l'industrie de la viande. L'objectif fixé par le Ministère de l'Elevage est de doubler l'offre de viande locale d'ici 2025 avec un objectif de 40kg protéines par habitant par an. L'augmentation de la demande en viande induit aussi une expansion de la production d'autres cultures agricoles pour l'alimentation du bétail : au Cameroun, les fanes de maïs, de soja, et d'arachide sont utilisées. Trois types d'éleveurs sont dénombrés au Cameroun : les nomades, les transhumants et les sédentaires. Tandis que les nomades se déplacent à la recherche du pâturage lorsque celui-ci se fait plus rare, les transhumants et les sédentaires procèdent très souvent à l'élagage des arbustes en saison sèche, ce qui est à l'origine d'une dégradation des forêts. On

pourrait également observer une expansion d'autres méthodes d'élevage dans le futur notamment l'oleoculture qui consiste à pratiquer l'élevage dans les palmeraies.

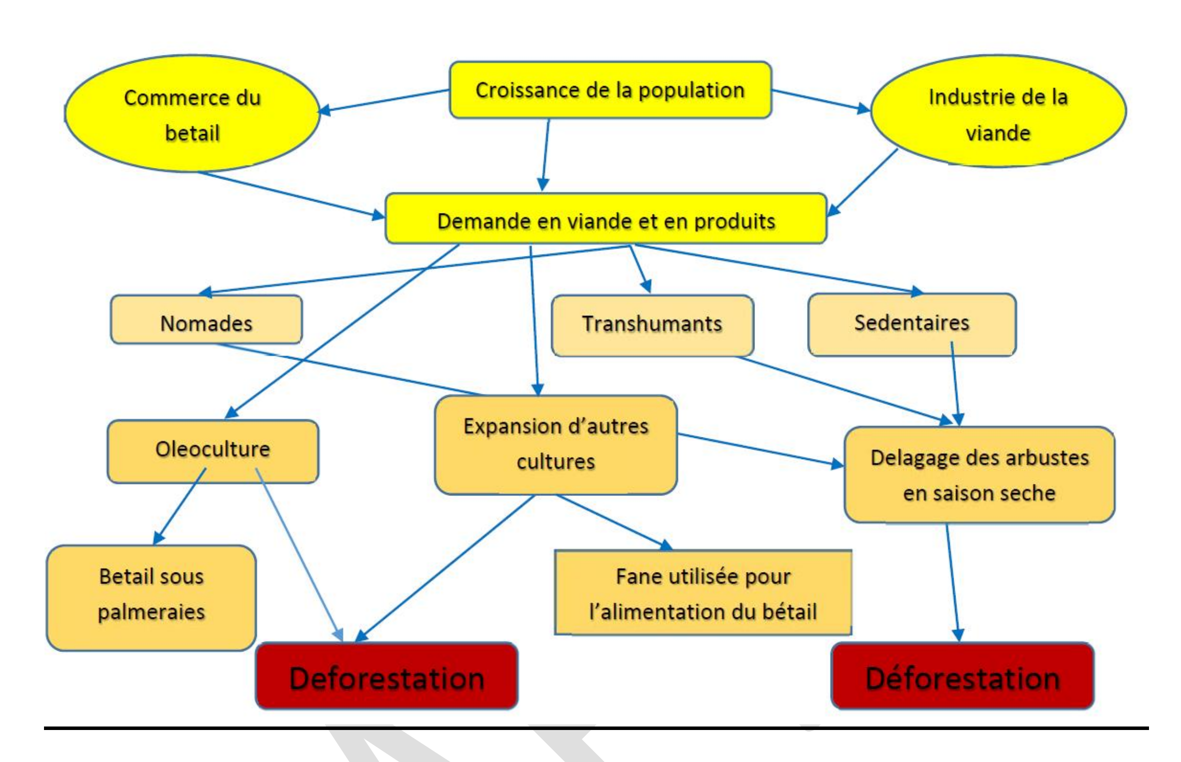


Fig.8 Les impacts de l'élevage sur la déforestation –Schéma réalisé lors des travaux de groupe

Restitution du groupe sur les minerais

Description du schéma logique : Les participants ont identifié les différentes utilisations que l'on fait des minerais au Cameroun avec les acteurs concernés. Les participants ont identifié cinq principales utilisations des minerais: l'utilisation industrielle ou ornementale, l'artisanat, la constitution de la réserve d'or de l'Etat, la production d'énergie et la fabrication de la monnaie. Pour ces différentes utilisations, quatre grands acteurs interviennent notamment les sociétés industrielles, les artisans, l'Etat et la Banque Centrale. En général l'exploitation des minerais participe de façon directe à la destruction de l'écosystème. Mais ce sont principalement les impacts indirects, à travers les aménagements qui se font autour des sites d'exploitation, notamment pour faciliter l'accès et l'exploitation, qui contribuent à la dégradation de la forêt et à la déforestation. De ces aménagements, on peut citer le développement des infrastructures (routes et autres), la construction des bases vie, l'aménagement proprement dit des sites d'exploitation (Figure 5).

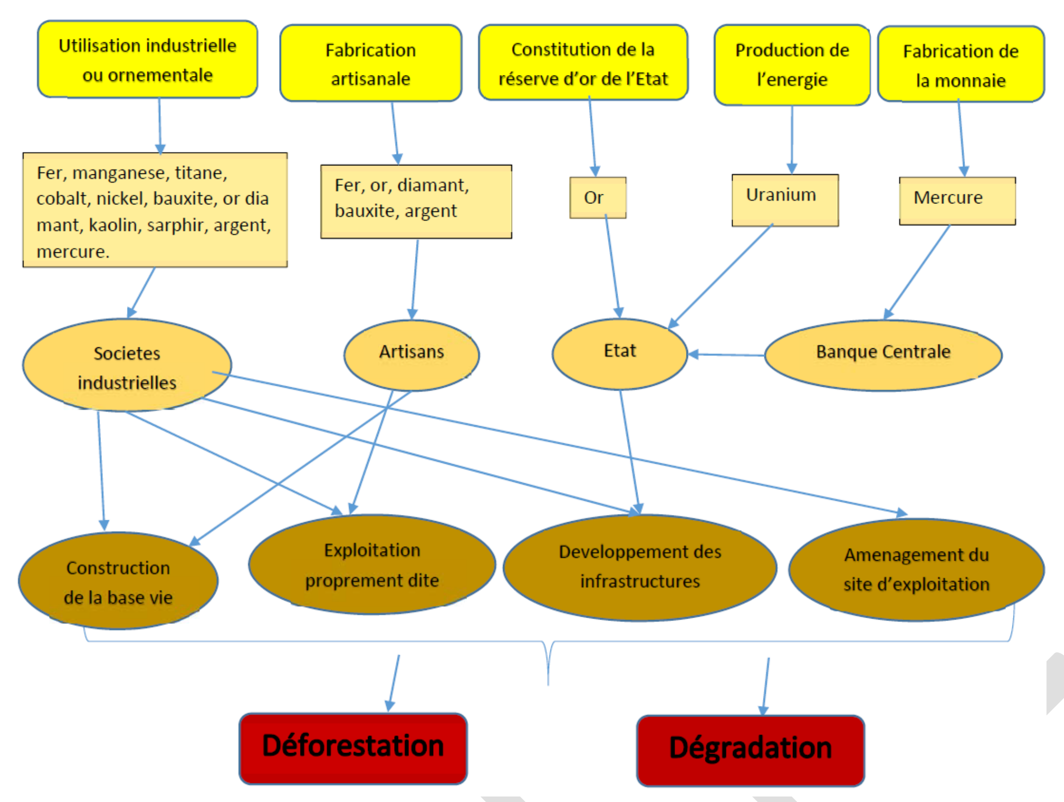


Fig.9 Les impacts des besoins en minerais sur la dégradation forestière et la déforestation –Schéma réalisé lors des travaux de groupe

Représentation dans le modèle : Le module « mines » est en cours de réalisation dans CONGOBIOM. La disponibilité de données du secteur minier est difficile et le développement futur du secteur fait l'objet de grandes incertitudes. Toutefois, l'approche de modélisation qui est envisagée est d'estimer les impacts directs en fonction de la taille de la mine et du type de minerai exploité et indirects selon le nombre de travailleurs multiplié par la taille moyenne d'un ménage du Cameroun. Cela donnera lieu à l'émergence d'une demande alimentaire et en énergie nouvelle au niveau local qui pourra être satisfaite selon les mécanismes décrits ci-dessus. Les infrastructures planifiées dans le cadre de l'exploitation minière seront intégrées dans le calcul de réduction des coûts de transport.

Concernant les tendances sur les options politiques REDD+ et les scénarios, il a été demandé aux participants d'apprécier en fonction des présentations et des secteurs identifiés, quelles tendances seraient les plus à même de se produire dans le futur et quel scénarios REDD+ pourrait' on prévoir. Les débats ont suscité une vive interrogation quant à la mise à disposition des données des documents stratégiques sectorielles devant guider l'équipe à développer des scénarios réalistes dans le cadre du projet. Les partenaires et institutions ont été appelés à contribuer à la mise à disposition de ces documents auprès de l'équipe du projet.

5.2.4. Prochaines étapes pour la modélisation

Cette phase de valorisation et de synthèse des résultats des travaux a consisté à définir en fonction des échanges les prochaines étapes pour le pays.

Il s’agit de :

- faire parvenir le compte rendu de l’atelier aux participants ;
- transmettre la présentation des résultats mise à jour avec le modèle corrigé pour prendre en compte les jachères agricoles ;
- collecter les données dans le cadre des enquêtes ménage sur la partie agriculture ;
- collecter les documents sur les stratégies sectorielles : objectifs de croissance par secteur ;
- discuter avec les experts filière pour mieux définir les différents bassins de production ;
- décrire la méthodologie utilisée pour communication avec la CN-REDD du Cameroun ;
- envoyer le manuel d’utilisateur de l’interface avec les données qui a été distribué au cours de l’atelier (GUI + Java) et répondre aux requêtes particulières des participants quant à l’utilisation du GUI par email ;
- intégrer les scenarios dans le modèle ;
- présenter les résultats aux points focaux climat et biodiversité au niveau sous régional en septembre ;
- présenter les résultats au niveau national à l’automne ;
- présenter les résultats à la COP de Paris en décembre ;
- faire des publication scientifiques et notes politiques début 2016.

5.2.5. Séance de clôture

La cérémonie de clôture a connu deux (02) temps forts, notamment l’intervention de la Représentante de IIASA et celle du Point Focal de la CNUCC du Cameroun. La première intervenante a tenue à remercier les efforts des participants dans le cadre de ce qui a été accompli durant les deux jours, et le second a tenu à rappeler l’importance pour la République du Cameroun du transfert de technologies pour relever le défi des outils techniques nécessaires à la mise en œuvre du mécanisme REDD+.

5.3. Principaux résultats de l’atelier

Les résultats obtenus au terme de l’atelier montrent que les livrables ci-après ont été produits:

- un cadre logique des besoins et facteurs de déforestation et dégradation des secteurs sensibles liés à l’utilisation des terres et relatifs à l’établissement des niveaux de référence ;
- des indications sur le cheminement à suivre en vue de l’établissement des politiques et scénarios à tester dans le cas spécifique du Cameroun ;

- un canevas balisant l'architecture des prochaines étapes de la réalisation des compléments de l'étude ;
- l'identification de personnes ressources pouvant faciliter l'accès de l'équipe REDD-PAC à certaines informations essentielles pour continuer d'améliorer les estimations du modèle et le réalisme des politiques testées.

Conclusion

L'organisation de cet atelier est incontestablement un indicateur objectif de la volonté de la COMIFAC, d'IIASA, du PNUE-WCMC et de la CN-REDD+ d'œuvrer pour la mise en œuvre d'outils techniques pour améliorer la compréhension des options possibles à envisager dans le cadre du mécanisme « complexe » de la REDD+.

La participation effective des représentants des administrations et des partenaires au développement traduit la détermination de la CN-REDD+ à rendre le processus REDD+ hautement inclusif pour une meilleure appropriation.

Cette rencontre a par ailleurs produit des résultats prometteurs qu'il convient de valoriser convenablement, dans une dynamique d'implication de toutes les parties prenantes.

Liste des annexes

- ❑ Annexe N°1 : Allocution d'ouverture du SEA COMIFAC
- ❑ Annexe N°2: TDRs de l'atelier
- ❑ Annexe N°3: Agenda de l'atelier
- ❑ Annexe N°4 : Schéma de groupe dans la définition des cadres logiques
- ❑ Annexe N°5 : Liste des participants

Annexe 1 : Discours d'ouverture

Monsieur le Point Focal climat de la République du Cameroun

Madame la Représentante de l'Institut International pour l'Analyse des Systèmes Appliqués (IIASA)

Mesdames et Messieurs les Représentants des Ministères partenaires de la Coordination Nationale REDD+

Mesdames et Messieurs les représentants des partenaires au développement

Mesdames et Messieurs les Membres de l'équipe du projet REDD- PAC

Chers Participants

Je suis honoré de prendre la parole en cette circonstance de l'ouverture des travaux de l'atelier national de restitution des résultats de l'approche de modélisation pour informer sur le développement des stratégies et politiques REDD+ au Cameroun.

Je voudrais au nom du Secrétaire Exécutif de la Commission des Forêts d'Afrique Centrale (COMIFAC) saluer chacun de vous ici présent et souhaiter par la même occasion une chaleureuse bienvenue dans cette salle de conférence de l'hôtel la Falaise de Yaoundé. Votre présence en ce lieu dénote de l'intérêt que vous accordez au développement du processus REDD+ au Cameroun.

Je voudrais également saluer le leadership du Ministère de l'Environnement, de la Protection de la Nature et du Développement Durable du Cameroun pour promouvoir et développer les outils nécessaires au déploiement du mécanisme REDD au Cameroun.

Enfin, je tiens à féliciter le Coordonnateur Nationale REDD+ du Cameroun et l'ensemble de son équipe pour la qualité de l'organisation de cet atelier.

Mesdames et Messieurs

Comme nous le savons, le Cameroun est l'un des pays de la sous région qui a matérialisé sa volonté à souscrire au processus REDD+ au travers de son engagement pour le respect des étapes de phasage de sa mise en œuvre. En effet, plusieurs actions ont été réalisées ou sont en cours pour faciliter le

développement d'une stratégie nationale REDD+ et la mise en œuvre d'un plan d'investissement au Cameroun. Toutefois, au regard de la complexité de ce mécanisme, de nombreux défis tant au niveau méthodologique que technique pour faire de la REDD+, un véritable mécanisme de financement de la conservation et de la gestion durable des forêts demeurent.

Il est utile de rappeler que les décisions prises par la Convention Cadre des Nations Unies encouragent les pays en développement à mettre en œuvre un éventail d'activités relatives au : (i) développement d'une stratégie nationale REDD+, (ii) un niveau de référence national pour les émissions des forêts, (iii) un système robuste et transparent de suivi du couvert forestier national, (iv) un système d'information sur les sauvegardes. Afin d'atteindre ces objectifs, nos pays ont besoin des outils qui leur permettent de mieux orienter leur politique de développement.

Il s'agit là d'autant de défis pour nos pays qui ont besoin pour s'approprier de ce mécanisme, des soutiens techniques et financiers adéquats.

De part ses missions, la COMIFAC accompagne ses pays membres dans ce processus. Ainsi, des partenariats et des financements sont mobilisés pour appuyer les efforts des pays de la sous région en général et du Cameroun en particulier dans le domaine de la REDD+. Je peux à ce titre citer entre autres le projet régional de renforcement des capacités en matière de REDD+ financé par le Fonds Mondial pour l'Environnement (FEM) et exécuté par le Banque Mondiale, du projet régional sur le système de surveillance de forêts et MNV financé par les Fonds pour les forêts du Bassin du Congo et exécuté par la FAO, et enfin le projet « Centre d'évaluation des politiques REDD+ » financé par l'Initiative Internationale pour le Climat du gouvernement allemand et exécuté par IIASA en collaboration avec PNUE-WCMC, la COMIFAC, INPE au Brésil.

Mesdames et Messieurs,

Le projet « Centre d'évaluation des politiques REDD+ » en sigle REDD-PAC est celui qui nous rassemble ce jour. Ce projet qui a démarré depuis 2012 vise à soutenir un processus de prise de décision informé en identifiant les politiques REDD+ qui soient économiquement efficaces et socialement équitables, susceptibles de sauvegarder et renforcer les valeurs des écosystèmes et contribuer à l'atteinte des objectifs de la CDB. Il s'agit en d'autre terme à travers ce projet d'apporter des éléments de compréhension des futurs facteurs de déforestation et de dégradation pour analyser grâce au modèle économique

GLOBIOM mis au point par IIASA, l'impact du développement des principaux secteurs ayant une incidence sur le couvert forestier.

Dans le cadre de ce projet, trois pays pilotes à savoir le Congo, la RDC et la Cameroun ont été retenus dans la sous région pour le développement de modèles nationaux pour mieux appréhender l'évolution des facteurs de déforestation et dégradation.

Après l'atelier de présentation du projet REDD-PAC et préparation des scenarios de modélisation sur l'utilisation des terres dans le bassin du Congo en octobre 2013 à Douala, l'atelier de revue à mi-parcours du projet en Avril 2014, nous nous retrouvons aujourd'hui dans un cadre beaucoup plus spécifique pour la présentation de l'approche de modélisation pour informer sur l'établissement des politiques et stratégies REDD+ au Cameroun.

Le but principal de cette rencontre est d'informer la CN-REDD+ et les différents acteurs nationaux du processus sur l'apport de la méthodologie de modélisation adoptée par le projet pour rendre efficace le développement des stratégies et politiques nationales REDD+.

Il s'agit de ce fait d'une occasion cruciale qui contribue au renforcement des discussions dans la mise en œuvre des orientations politiques du processus REDD+ au niveau national.

Les résultats d'une telle rencontre devront concourir à renforcer la mobilisation des acteurs du changement climatique du bassin du Congo en général et du Cameroun en particulier à développer des réponses communes face aux pressions qui pèsent sur l'intégrité de nos écosystèmes notamment la croissance démographique, l'évolution des marchés internationaux, la demande en produits agricole, etc. émanant des ambitions respectives de développement économique et social des pays de la sous région.

Compte tenu de l'importance des sujets inscrits à l'agenda de cet atelier dont dépend le succès de cet important projet, je demanderais une participation très active de votre part afin de mieux orienter les activités du projet et ceci dans l'optique de bâtir des synergies avec les autres initiatives nationales.

Je voudrais pour terminer réitérer les remerciements de la COMIFAC à tous nos partenaires techniques et financiers pour les appuis multiformes apportés pour la mise en œuvre de ce projet.

Enfin je voudrais réaffirmer l'engagement de la COMIFAC de continuer à accompagner le Cameroun et les autres pays membres dans le développement et la mise en œuvre de la REDD+.

Enfin, je souhaite plein succès à nos travaux.

Vive la Coopération internationale

Vive la Coopération sous régionale

Je vous remercie

Annexe 2 : TDRs de l'atelier

Termes de référence

1. Contexte et justification

Le secteur de la foresterie donc principalement la déforestation et la dégradation forestière a été reconnu par le GIEC (Groupe d'Expert Intergouvernemental sur l'évolution du Climat) comme pourvoyeur de 17,4% d'émission de GES (Gaz à effet de Serre). Ce constat inquiétant a propulsé la problématique de la déforestation et de la dégradation des forêts tropicales sur le devant de la scène des négociations internationales sur le climat et fait l'objet aujourd'hui d'un mécanisme spécifique dénommé REDD+.

Bien que le mécanisme ne soit pas encore totalement opérationnel, beaucoup d'avancées ont été réalisées du niveau international sur l'élaboration de son architecture, en passant par le niveau national avec la définition des stratégies et le niveau local avec le développement des projets pilotes. Ainsi, dans sa vision globale, le mécanisme REDD+ est défini par les décisions prises au sein de la Convention Cadre des Nations Unies sur le Changement Climatique (CCNUCC). Ce consensus regroupe son champ d'application qui réunit des activités de réduction des émissions dues à la déforestation et à la dégradation, liées à la conservation et à l'augmentation des stocks de carbone et à la gestion durable des forêts ; et ses phases de sa mise en œuvre notamment la phase de préparation, la phase de mise en œuvre et la phase d'évaluation des résultats et de rémunération de la performance des émissions évitées.

Pour le cas spécifique du bassin du Congo, les inquiétudes se sont accrues quant à voir les taux de déforestation et de dégradation des forêts progresser fortement face à une forte croissance démographique, une stabilisation politique qui va faciliter une amélioration du

réseau de transport au niveau régional, mais aussi face à l'évolution des marchés internationaux, en particulier en raison de la demande en produits agricoles. L'importance de mieux cerner ces facteurs s'est avérée nécessaire pour comprendre précisément comment les politiques sectorielles extérieurs du domaine forestier ont et continuerons d'avoir un impact sur l'établissement et la définition des niveaux de référence.

Le projet « Centre d'Evaluation des politiques REDD+ » en anglais « REDD+ Policy Assessment Center », REDD-PAC en sigle émerge de ce contexte dans l'optique d'apporter des éléments de compréhension des futurs facteurs de déforestation et de dégradation pour analyser grâce à son modèle économique GLOBIOM l'impact du développement des principaux secteurs ayant une incidence sur le couvert forestier. Financé par l'Initiative Internationale pour le Climat du gouvernement allemand, le projet REDD-PAC est mis en œuvre par IIASA, en collaboration avec l'Institut brésilien pour la Recherche Spatiale (INPE), le Secrétariat Exécutif de la COMIFAC et le Centre mondial d'évaluation de la conservation du programme des Nations Unies pour l'Environnement (UNEP-WCMC).

Plus de deux années après son lancement, des avancées notoires ont été enregistrées dans le cadre de sa mise en œuvre. Par ailleurs, il s'avère nécessaire de faire le point sur les résultats préliminaires obtenus dans les pays pilotes du projet au rang desquelles le Cameroun. En outre, il s'agit d'informer le pays de l'apport de la modélisation et du projet dans le mécanisme REDD+ en général a travers un accent sur l'élaboration de la stratégie nationale REDD+, les niveaux de référence et les sauvegardes, en tenant compte des éventuels facteurs de succès et de blocage.

2. Objectifs

L'objectif principal de l'atelier est d'informer la CN-REDD+ du Cameroun et les différents acteurs nationaux du processus REDD+ sur l'apport de la méthodologie de modélisation adoptée par le projet REDD-PAC pour rendre efficace le développement des stratégies et politiques nationales REDD+.

Objectifs spécifiques

- Faire le bilan des réalisations du projet dès le début de sa mise en œuvre.
- Présenter la méthodologie adoptée par le projet et son implication dans les recommandations de la CCNUCC (contexte du Cameroun)
- Débattre des résultats obtenus pour l'approche de modélisation
    - En termes de types de données collectées

- En termes de soutien à l'établissement des niveaux de référence pour le déforestation et les émissions du secteur forestier
- En termes de planification des actions REDD+ de manière spatialement explicite

- Discuter des prochaines étapes notamment en ce qui concerne les scénarios et options politiques à représenter dans la modélisation finale

3. Résultats attendus

Comme principal résultat attendu, la CN-REDD+ en République du Cameroun et l'équipe du projet REDD-PAC s'entendent sur la manière dont la modélisation avec GLOBIOM peut informer le développement des stratégies et politiques REDD+, y compris en termes de niveaux de référence. Plus spécifiquement :

- Le bilan des réalisations du projet est connu
- La méthodologie adoptée pour l'approche GLOBIOM de la République du Cameroun est partagée,
- Les résultats obtenus pour l'approche méthodologique adoptée sont débattus et amendés
- La participation active des experts régionaux et nationaux assure l'ancrage politique du projet dans les pays du Bassin du Congo ;
- Les prochaines étapes sur l'établissement des scénarios et options politiques sont enrichies

4. Durée et lieu

L'atelier se tiendra respectivement du 21 au 22 Mai 2015 à Yaoundé

5. Participants

- Coordonateur national REDD+
- Membres et/ou responsable des projets pilotes REDD+ ; membre de la cellule scénarios de référence
- Equipe du projet REDD-PAC : Secrétariat exécutif de la COMIFAC, Consultants nationaux des pays pilotes, UNEP-WCMC, IIASA
- Ministères en partenariat avec la CN-REDD+


DRAFT 1

Annexes 3 : Agenda de l'atelier

AGENDA PROVISOIRE

Date	Activité	Horaires	Responsables
1ère journée			
	Accueil et enregistrement des participants	08h30 – 09h00	Secrétariat
	Cérémonie d'ouverture - Discours du Coordonnateur de IIASA ou son représentant - Allocution du SE/A de la COMIFAC ou de son représentant - Discours d'ouverture par le Ministre ou son Représentant	09h00 – 09h30	- M. le SE/A - M. le Représentant du Ministre - Modérateur/CN-REDD
	Présentation des participants et adoption de l'agenda (15mn) Présentations des dossiers prioritaires de la CN-REDD et derniers développements Attentes du pays vis-à-vis du projet REDD-PAC (30 mn)	09h30 – 10h15	Modérateur Coordonnateur National
	Pause-café et photo de famille	10h15 – 10h30	Secrétariat
	Le projet et son rapport avec les engagements des pays à la CCNUCC - Stratégies et plan d'action REDD+ - Sauvegardes et bénéfices multiples (15min) - *Discussion (15 mn)*	10h30-11h00	UNEP-WCMC (Johannes)
	Présentation des résultats - Evolution de la déforestation (10 min) Discussion (10 min)) - Impact sur la biodiversité (5 min) Discussion (5min) - Calcul des émissions liées changement d'utilisation des terres (5 min) Discussion (5min) Présentation de la méthodologie - Le modèle (10 min) Discussion (10 min) - Base de données (10 min) Types de données collectés Types de données à collecter Discussion (10min)	11h00 – 12h30	IIASA (Aline) (Johannes) Adeline

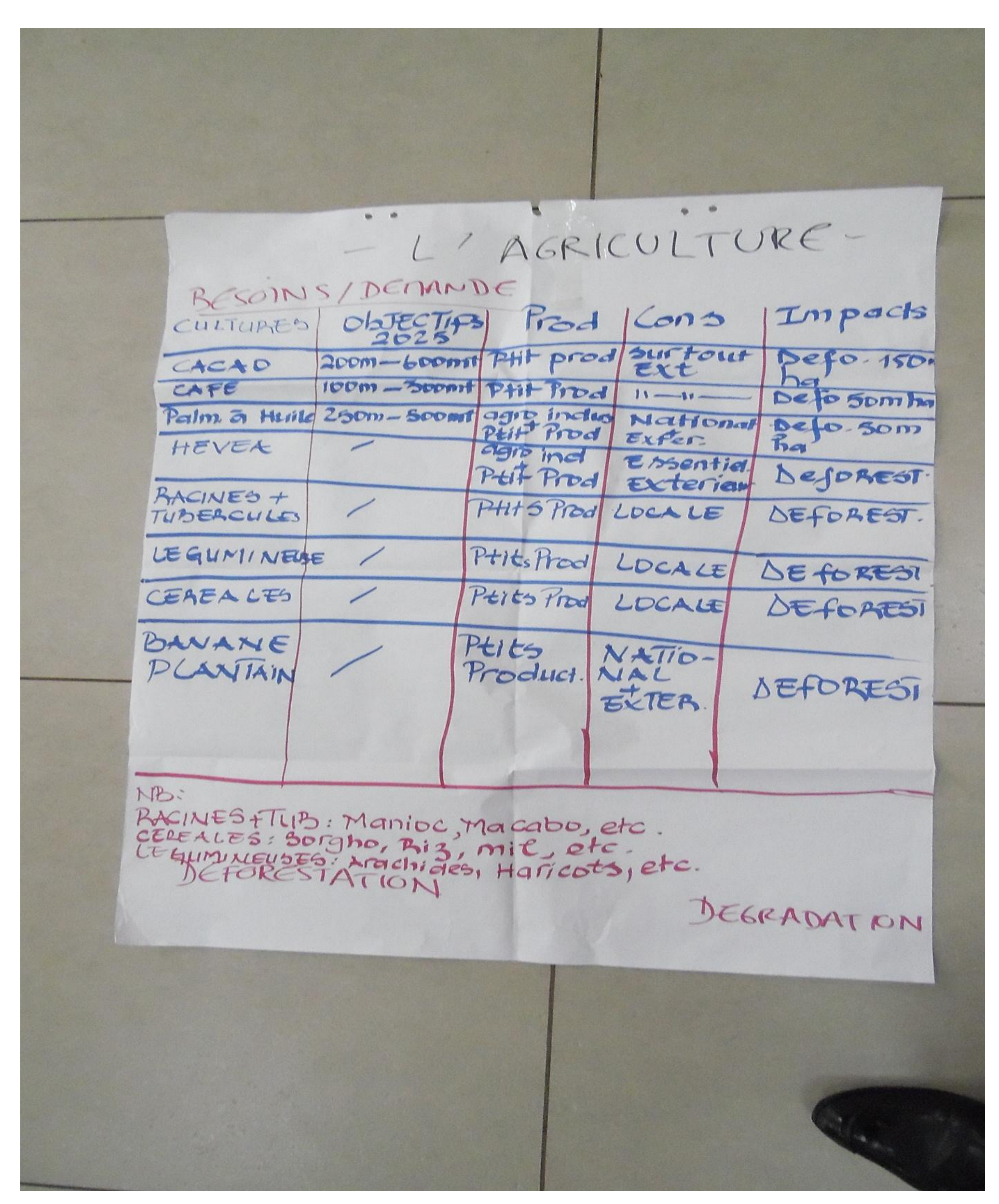
	- Mesure de l’impact des politiques (5min) Discussion (5 min) - Mesure de l’impact sur la biodiversité (5min Discussion (5min)		
	12h30 – 13h30	Secrétariat	Pause-déjeuner
	Visualisation et utilisation des données et résultats du modèle - Introduction à la visualisation et utilisation des données et résultats du modèle - Travaux en groupe o Culture o Elevage o Production de bois - Restitution en plénière	13h30 - 14h00 14h00- 14h45 14h45- 15h15	Johannes, Adeline, Péguy
	Pause-café	15h15- 15h45	Secrétariat
	- Travaux en groupes sur le cadre logique de la déforestation et de la dégradation forestière o Bois de chauffe o Agriculture o Foresterie o Mines - Restitution des groupes de travail - Discussion	15h45- 16h30 16h30- 17h00	Modération : Aline, Johannes, Adeline, Péguy

2ème journée			
	Résumé du jour 1	09h00 – 09h15	Péguy
	Les scénarios à tester : - Rappel des concepts: scénarios et options politiques pour la modélisation (5mn) - Politiques prioritaires et scénarios probables pour la République du Cameroun (10 mn) - Liens avec les objectifs de la CBD (10 mn) *Discussion*	09h15- 10h00	- IIASA (Aline) - COMIFAC (Péguy, Adeline)
	Pause café	10h00- 10h15	
	- Quelles politiques REDD+ tester ?	10h15-	Travaux de groupe

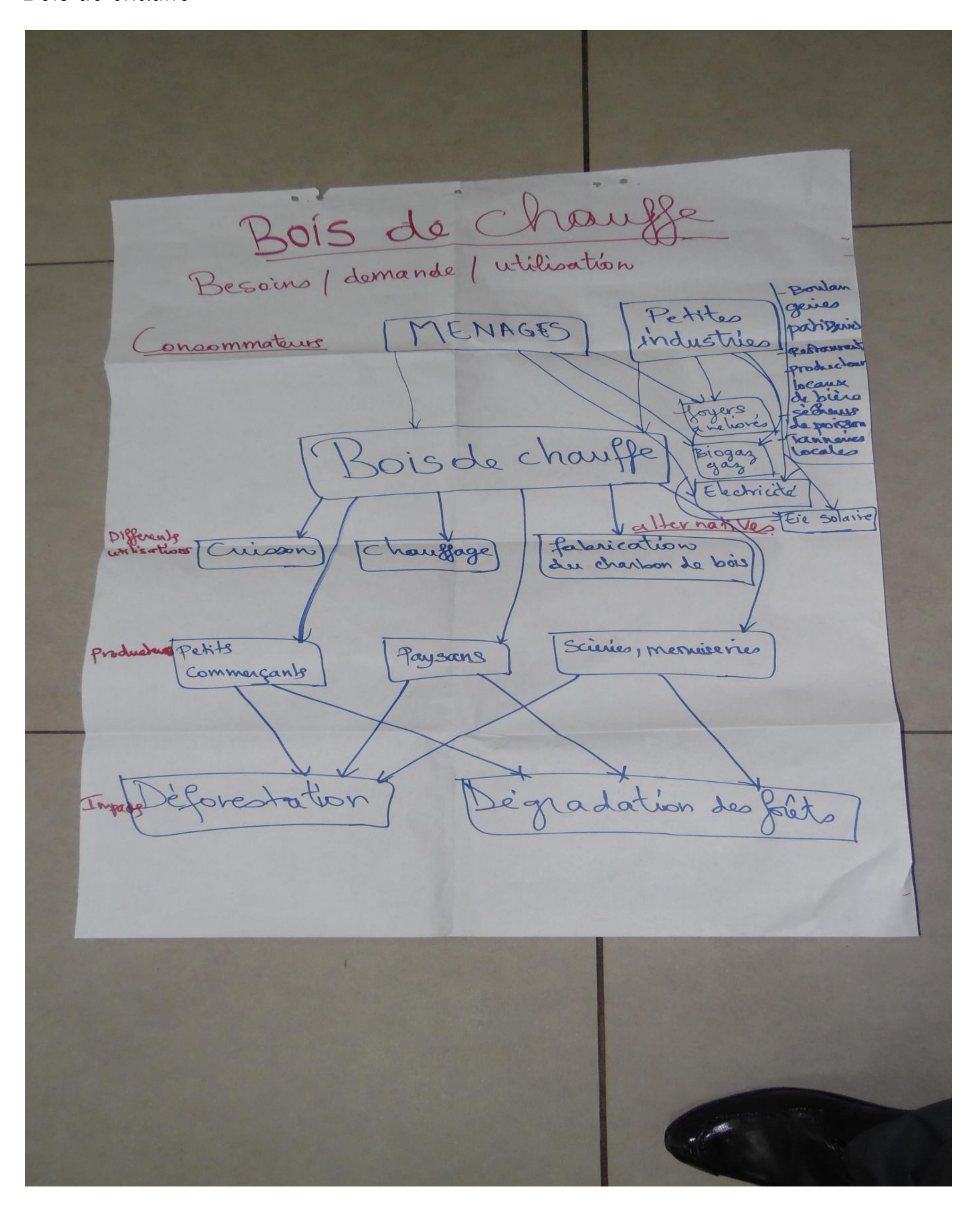
	(reprise du cadre logique et de l'impact des politiques de réduction de la déforestation et de la dégradation à tester) o 2 scénarios par secteur/ décrire la chaîne de causalité en utilisant le cadre logique et identifier les besoins en données– ex « scénario relance de la filière oléicole» o Les paramètres ? – ex mise en état du réseau routier o Besoins en données – ex. donnes spatiales - Impressions - Prochaines étapes - Clôture	11h00 11h00-12h00 (restitution) 12h00 - 12h15 12h15-12h45 12h45 13h00	
	Déjeuner	13h00-14h00	

Annexe 4 : Cadre logique par groupe

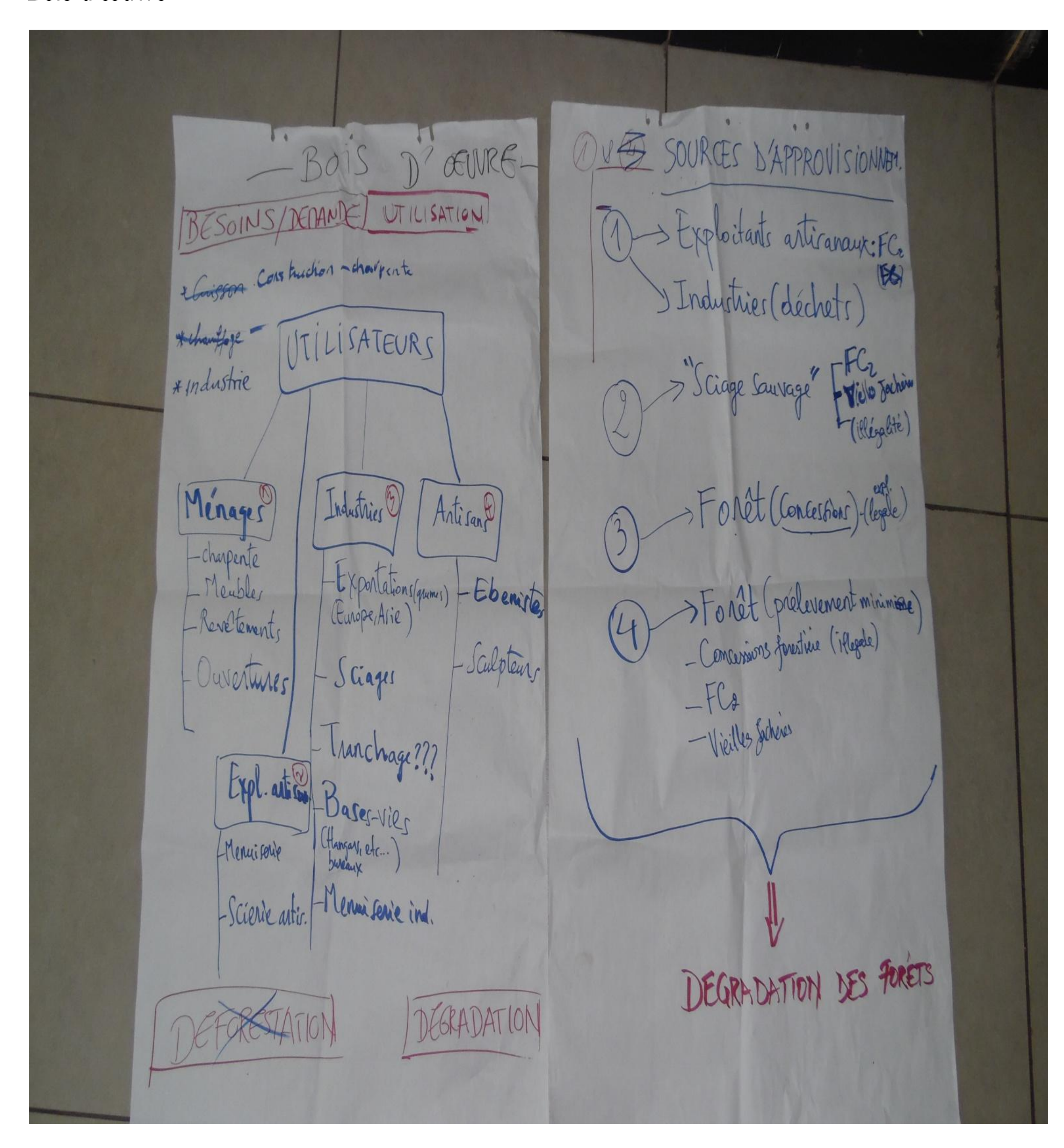
Agriculture



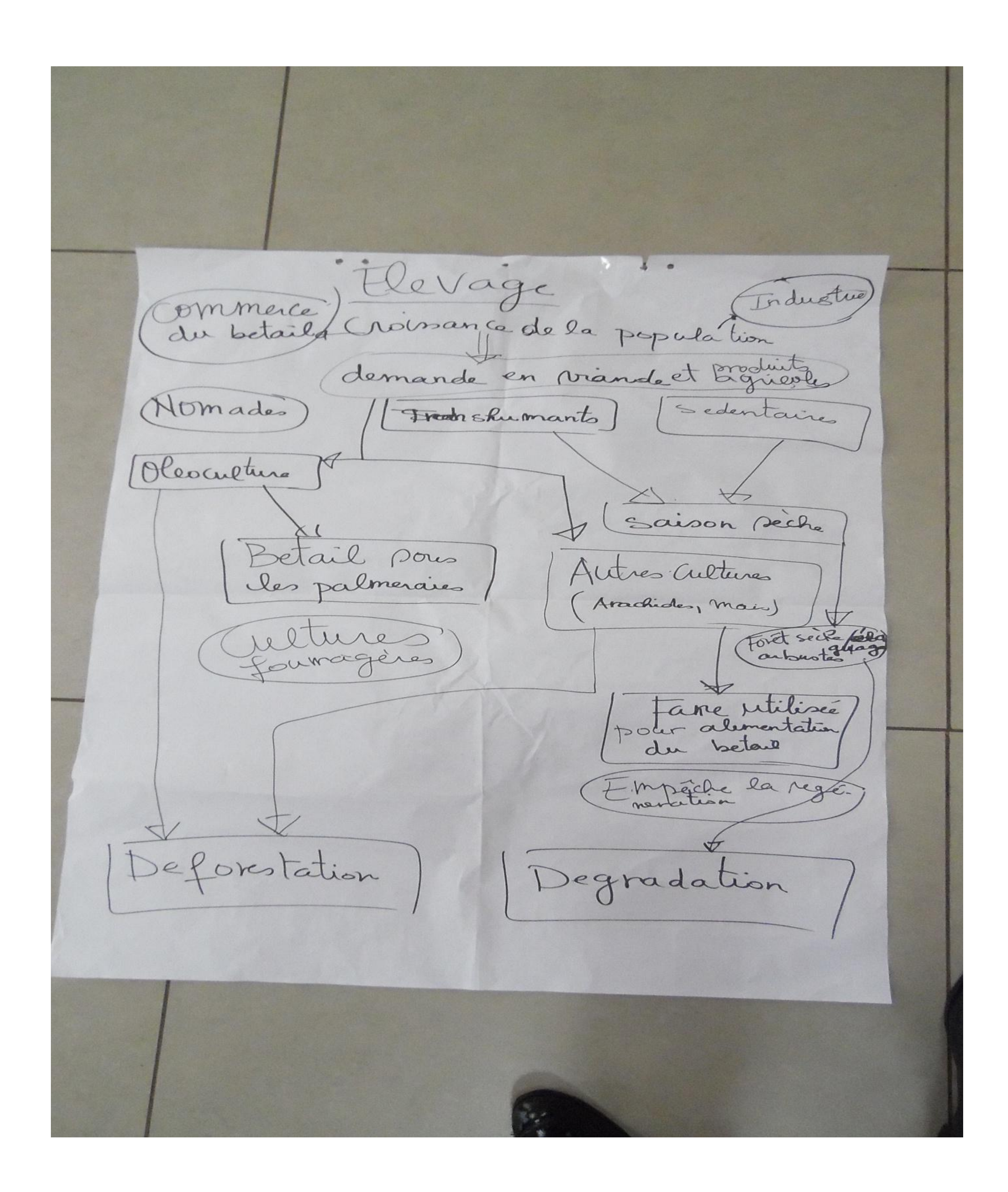
Bois de chauffe



Bois d’œuvre

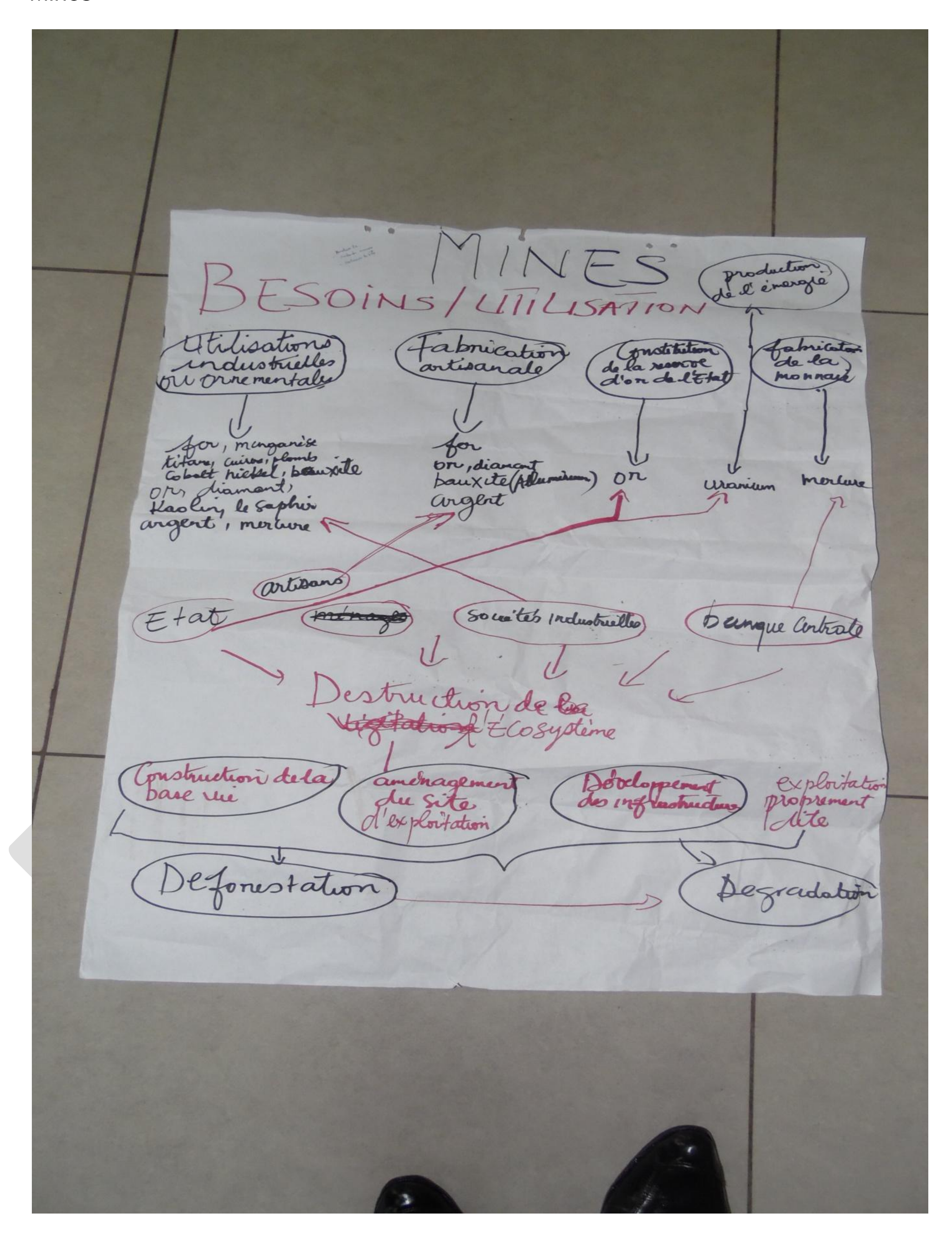

BOIS D'ŒUVRE
BESOINS/DEMANDE
UTILISATION
Construction – charpente
*industrie
UTILISATEURS
Ménages
Industries
Artisans
charpente
Meubles
Revêtements
Ouvertures
Exportations
(Europe, Asie)
Sciages
Tranchage???
Bases-vies
Menuiserie ind.
Ebenistes
Sculpteurs
Expl. artisan.
Menuiserie
Scierie artis.
DEFORESTATION
DÉGRADATION
SOURCES D'APPROVISIONNEM.
Exploitants artisanaux: FC
Industries (déchets)
"Sciage sauvage"
(illégalité)
Forêt (Concessions) (expl. légale)
Forêt (prélevement minimale)
Concessions forestière (illégale)
Vieilles jachères
DEGRADATION DES FORÊTS

Elevage



Elevage
Commerce du betail
Croissance de la population
Industrie
demande en viande et produits
Nomades
Transhumants
Sedentaires
Oleoculture
saison sèche
Betail sous les palmeraies
Autres Cultures (Arachides, mais)
Cultures fourragères
Forêt sèche arbustes
Fane utilisée pour alimentation du betail
Empêche la regénération
Deforestation
Degradation

Mines


MINES
BESOINS / UTILISATION
production de l'énergie
Utilisations industrielles ou ornementales
Fabrication artisanale
Constitution de la réserve d'or de l'Etat
fabrication de la monnaie
fer, manganèse
titane, cuivre, plomb
Cobalt nickel, bauxite
or, diamant,
Kaolin, le saphir
argent, mercure
fer
or, diamant
bauxite (Aluminium)
argent
or
uranium
mercure
artisans
Etat
sociétés industrielles
banque centrale
Destruction de l'Écosystème
Construction de la base vie
aménagement du site d'exploitation
Développement des infrastructures
exploitation proprement dite
Deforestation
Degradation

Annexes 5 : liste des participants



Une dimension régionale pour la conservation et la gestion durable des écosystèmes forestiers



FICHE DE PRESENCE

ATELIER DE RESTITUTION DES RESULTATS DE L'APPROCHE MODELISATION POUR INFORMER SUR L'ETABLISSEMENT DES STRATEGIES ET POLITIQUES REDD+ CAMEROUN - YAOUNDE DU 21 AU ~~20~~ 22 MAI 2015

N°	Noms et Prénoms	Pays	Fonction	Contacts	21/05/2015	22/05/2015
1	TADOUM Martin	COMIFAC	SEA	mtadoum@comifac.org	[signature]	
2	Amougou Joseph A.	Cameroun	PF/CCNUCC	699903210 joearmathe@yahoo.fr	[signature]	[signature]
3	SIKE RENE	Cameroun	Programme d'Appui SI REDD+	670273889 ngamabou@hotmail.com	[signature]	[signature]
4	MAKOUDJOU CARINE	Cameroun	Consultante nationale REDD-PAC	674590652 email: makoudjou@gmail.com	[signature]	[signature]
5	Johannes PIRKER	Autriche	Co-project manager REDD-PAC	pirker@iiasa.ac.at	S. Pirker	
6	FOUELEFACK Perrier Carmelle	Cameroun	Représentant INS	697679145 perriercarmelle@yahoo.fr	[signature]	[signature]





Page 2

N°	Noms et Prénoms	Pays	Fonction	Contacts	21/05/2015	22/05/2015
7	DTIOU MBida Gaetan fabrice	Cameroun	CA/DFI MINFOF representant MINFOF	6.99-10.96.02 ottou.mbida@yahoo.fr		
8	Didier Bokelo	RDC	Expert national en modélisation READ-PAC	+243998808618 didierbokelo@yahoo.fr		
9	MBOUFACK Collins Bruno	Cameroun	CSME/DCGR	670130638 mboufacke@yahoo.fr		
10	KEMEUZE Victor Aimé	Cameroun	Chercheur MEM	670769312 kemeuze@hotmail.fr		
11	Dr Tchatat Mathurin	Cameroun	Coordon. scientifique et Chercheur à l'IRAD	699745954 mathurintchatat@yahoo.fr		
12	TSAFACK SERGE	Cameroun	Cadre MINEPDED	699118874 seamserges@yahoo.fr		
13	MBALLA AUGUES	Cameroun	MINEPDED	677214255		
14	NGOM Emmanuel Pierre	Cameroun	Coordonnateur PAPV MINADER	677602236 emmangom@gmail.com		

2

...recherche modélisation REDD/PAC





Page 3

N°	Noms et Prénoms	Pays	Fonction	Contacts	21/05/2015	22/05/2015
15	Dr MEKE SOUNG Pierre N.	Cameroun	CT1/MINEPIA	699932553 PierreMeke@yahoo.com	[signature]	[signature]
16	NANE NANE PIERRE	CAMEROUN	CEA / MINMIDT/DAT.	675118873	[signature]	[signature]
17	EH'EUNBO Paulus.	CAMEROUN	MINEPDED.	690098733 pauluseheunbo@gmail.com	[signature]	[signature]
18	NGO TOH YOLANDE	CAMEROUN	MINEPDED/REDD+ / DDSCPRN.	677245340 nteyolande@yahoo.fr	[signature]	[signature]
19	AKOUANDE viviane Dorine	CAMEROUN	IE2 / SDMESC / MINEPDED	675666356 akuido@yahoo.fr	[signature]	[signature]
20	Pr Roger NGOUFO	CAMEROUN	CEW / Université Yaoundé I Modérateur	677524717 ngoufocew08@yahoo.fr	[signature]	
21	Djuajong ZEBONG.	Cameroun	CN REDD+	653227764 zebchimene@gmail.com	[signature]	[signature]
22	NGoh Njoume Teclaire	Cameroun	Equipe MRV / CN-REDD+	677878498 tclaire2012@yahoo.fr	[signature]	[signature]





Page 4

N°	Noms et Prénoms	Pays	Fonction	Contacts	21/05/2015	22/05/2015
23	NGO NTOGUE SUZANNE	CAMeroun	CA/MINEPDED	675-10-82-02.	[signature]	[signature]
24	MERA ZANG T.L	CAMEROUN	CA/MINEPDED	696093673 yatimera@yahoo.fr	[signature]	[signature]
25	Mme ABENE Victorine	Cameroun	Chef de service Promotion ECO CCIMA	675635241 abenevictorine@yahoo.com	[signature]	
26	SONWA DENIS J.	CAMEROUN	CHERCHEUR	222 22 74 45	[signature]	
27	NIYABI EKOUE Marthe	Cameroun	C/ Cellule Coopération et Contractualisation	699583364 niyabimarthe@yahoo.fr	[signature]	
28	MOSNIER Aline	Autriche	Chercheur à IIASA	mosnier@iiasa.ac.at	[signature]	[signature]
29	POSMO Robert	Cameroun	IE, ISDMESC MINEPDED	677911258 robertposmo@gmail.com	[signature]	[signature]
30	~~ISAACK SERGE~~	~~Cameroun~~				





Page 5

N°	Noms et Prénoms	Pays	Fonction	Contacts	21/05/2015	22/05/2015
31	AFANA Arnaud	CAMEROUN	CEA /MINEPAT	693230065 675944647	[illegible]	[illegible]
32	NGOM Emmanuel P.	CAMEROUN	Coordonnateur PGPV MINADER	677602230	[illegible]	[illegible]
33	KWEFET BAKARDO Yolla [illegible]	~~C/CPEI/MINT~~ CAMEROUN	C/CPEI / MINTP [illegible]	/	[illegible]	[illegible]
34	EGOUME NINA . C	CAMEROUN	IE /CPEI /MINTP	696.02.14.18	[illegible]	[illegible]
35	Djong Christian Augustin	CAMEROUN	DEPC/MINEE	677842208	[illegible]	[illegible]
36	NANE NANE PIERRE	CAMEROUN	CEA/DAJ/MINFIDT	675118873	[illegible]	[illegible]
37	NDINGA Roland Gyscard	CONGO Bzville	CN. REDD	+242 044965345	[illegible]	[illegible]
38	PEGUY TONGA	Cameroun	Expert Utilisation des terres	699041125	[illegible]	[illegible]

5

Restitution approche modélisation REDD/PAC





Page 6

N°	Noms et Prénoms	Pays	Fonction	Contacts	21/05/2015	22/05/2015
39	KENFACK Jean claude	CAMEROUN	Comptable Comifac	[illegible]@comifac.org 699 [illegible]	[signature]	
40	NKOUOLEND SAKPAK	CAMEROUN	CCOOP/MINFOF Repres. DCP	nkouolend@yahoo.fr	[signature]	[signature]
41	RÉGINE ABINAMBA	Cameroun	Journaliste Canal 24	ginabi[illegible]@gmail.com 699 [illegible]	[signature]	
42	MANFO LONTSI SIMPLICE	CAMEROUN	MINEPDED	manfolonts1982@yahoo.fr	[signature]	[signature]
43	BITCHICK BI BITCHICK AUGUSTIN CORIN	CAMEROUN	Assistant technique Forestier REDD+/PNDP	bitchickbi@yahoo.fr augustincorin@gmail.com	[signature]	[signature]
44	KAGONBE Timothée	CAMEROUN	SDEPL/MINEPDED	kagonset@yahoo.fr	[signature]	[signature]
45	BELIBI Roger Raoul	CAMEROUN	DEPC/MINDCAF	berora2015@gmail.com	[signature]	[signature]
46	Pr Roger NGOUFO	Cameroun	CEW/Université de Yaoundé I	ngoufo[illegible]@yahoo.fr 677524717	[signature]	[signature]

Restitution approche modélisation REDD/PAC



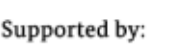


Page 7

N°	Noms et Prénoms	Pays	Fonction	Contacts	21/05/2015	22/05/2015
47	MBOUFACK Collins B	Cameroun	CSME	670130638	[signature]	[signature]
48	SEBA DANIEL	Cameroun	IEA/SDMEE C	675 18.22.01	[signature]	[signature]
49						
50						
51						
52						
53						
54						



Supported by:





based on a decision of the German Bundestag